NUMERO 627 PRIX : 6 F NOVEMBRE 1976

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

PLAN DU PATRONAT ET CONTRE-PLAN OUVRIER

Le plan de M. Barre est typiquement déflationniste. Comme tous ses illustres prédécesseurs, M. Barre, réputé éminent économiste, veut réduire la part des salaires dans le revenu national. Il commence donc par s'attaquer aux salaires. Pour le reste, on verra après. Le reste, c'est-à-dire le freinage de l'inflation et, en même temps, un meilleur emploi, sinon le plein emploi, au moins une stabilisation d'un volant de chômeurs toujours utile. On verra, en effet. Il n'est pas impossible que, aidé par une reprise mondiale — bien incertaine aujourd'hui — M. Barre obtienne quelque résultat sur le plan de l'inflation, ou sur celui de l'emploi. Sur les deux à la fois, ce sera plus difficile.

Si ça ne marche pas, M. Barre dira que c'est la faute des ouvriers qui ne se sont pas laissés faire. Quant au patronat, vous l'avez remarqué, il trouve que le plan de M. Barre est bon. Au fond, c'est le sien. Il faut que la main-d'œuvre coûte moins cher. Ce n'est pas d'aujourd'hui et pas seulement en France que le patronat a trouvé ça. On pourrait appeler ça la lutte de classe (je crois même que c'est ainsi que ça doit s'appeler). M. Barre et le patronat français ne font pas figure originale : en Belgique, les patrons de la F.E.B. (Fédération des Entreprises Belges) ont lancé un appel pour la

par Raymond GUILLORE

limitation du « coût salarial global ». L'administrateur délégué de la F.E.B. a dénoncé « le danger que constitue le rattachement automatique des salaires à l'indice officiel des prix ». Selon ce monsieur, les salaires ne devraient pas augmenter de plus de 8 % en 1977. Il est encore plus généreux que M. Barre qui entend limiter la hausse nominale à 6,5 %, préjugeant ainsi le taux d'inflation qu'il aura bien du mal à ne pas dépasser l'an prochain. La Commission européenne de Bruxelles ne lui laisse espérer que 8 %, avec d'ailleurs une croissance de la production inférieure à celle qu'il avançait (mais alors, le plein emploi ?) Il a déjà amorcé une première révision dans une interview au « Figaro » : *si nous pouvions,* a-t-il dit, *revenir à un rythme de 7 à 8 %...* Revisera-t-il pour autant la limite qu'il a fixée à la hausse des salaires ? En Italie, le président du conseil des ministres, M. Andreotti, n'a pas trouvé une autre solution : il demande lui aussi que l'échelle mobile des salaires ne soit plus appliquée, autrement dit que les salaires stagnent même si les prix grimpent. Curieuse conjonction des méthodes de gouvernement ! Point besoin d'être éminent économiste ! Mais comment prétendre maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs si le salaire n'est plus rattaché à l'indice officiel des prix déjà construit pour demeurer en dessous de la hausse réelle ?

PC. (Ellenstein) Varlin 17,

DANS CE NUMERO :

Médecins en URSS (L. Pliouch) 15,

Budapest il y a 20 ans 11

pratique de la Coopération 14

Cette concordance des gouvernements, indépendamment de leur étiquette, tendrait à prouver qu'il n'y a pas d'autre méthode que de faire payer le prolétariat. Il n'y en a pas d'autre si l'on ne touche à rien de ce qui est établi, c'est-à-dire la domination du capital.

***

Le prolétariat, plus exactement une bonne partie de la classe ouvrière, a déjà payé. Je dis que, pour elle, non seulement le pouvoir d'achat ne s'est pas « maintenu », mais qu'il s'est dégradé. Il ne faut pas s'appuyer seulement sur la hausse du *salaire horaire moyen*. Lisez les journaux : vous apprendrez chaque jour, dans de petites, moyennes et grosses entreprises, la réduction des horaires, souvent au-dessous des quarante heures hebdomadaires. Non pas dans un cas, dans des dizaines, des centaines de cas. Cela aboutit à une paye diminuée et, compte tenu de la hausse des prix, à un pouvoir d'achat plus diminué encore.

On nous objectera : vous n'êtes donc pas pour la réduction du temps de travail ! Nous en sommes, mais pour le plein emploi et, étant donné la croissance de la productivité individuelle, pour le maintien au moins du pouvoir d'achat de chaque travailleur, pour son augmentation si la production globale augmente. Rien d'inflationniste là-dedans. Ce qui est inflationniste, ce sont les investissements non sélectionnés, les investissements inutiles ou nuisibles, des investissements qui distribuent des salaires (vrais ou faux salaires) pour une production non consommable à court ou moyen terme, et même à long terme.

Si bien qu'en se défendant contre « l'austérité » qui la frappe, et qui la frappe presque exclusivement, la classe ouvrière ne défend pas seulement ses intérêts particuliers, comme on le prétend en haut lieu, mais vraiment, effectivement, l'intérêt général (je veux dire l'intérêt de la majorité des hommes à fonctions utiles).

Je lis le bref compte rendu d'une grève à l'usine du Thé de l'Eléphant à Marseille. Il s'agit de deux cents ouvrières occupées à l'empaquetage des sachets de thé (travail exaltant au possible !) Leur salaire mensuel va de 1.300 F à 1.640 F et les grévistes demandent un minimum de 1.700 F et un « plafond » de 1.800 F ! Que pense M. Barre de ce cas pris entre cent autres ? Le salaire de ces ouvrières a-t-il monté trop vite ?

Les organisations syndicales ont raison de s'opposer au plan Barre contraire à l'intérêt général. « Force Ouvrière » se met en colère dans la fonction publique où elle a les moyens de parler haut. La C.F.D.T. a construit un plan de réforme générale de la fiscalité qu'elle a soumis pour approbation à la C.G.T. et à la F.E.N. Il y a dans ce plan des propositions que nous ne pouvons qu'approuver. Il faut aller plus loin ; il nous faut un contre-plan ouvrier pour le plein emploi, pour la défense du vrai « intérêt général » contre les intérêts d'une minorité dominante. « Le programme commun », c'est une hypothèse ; dans le meilleur des cas, c'est pour demain, plutôt pour après-demain. Le contre-plan ouvrier, c'est pour aujourd'hui et il y aurait derrière lui, dès maintenant, l'action directe de la majorité du peuple.

LA PRESSE ITALIENNE A L'ENCAN

Les problèmes de la presse en Italie, comme en France, sont un reflet de la crise du capitalisme occidental. Tout ce qui, de près ou de loin, participe comme élément constitutif à la gestion de la société, est aussi de manière plus ou moins importante, un élément de cette crise !

La crise du pétrole, la détention et la transmission du capital, la gestion des entreprises de presse, mais aussi la bureaucratisation des partis de gauche et l'attitude irréaliste et conservatrice des syndicats de l'imprimerie jouent un rôle important.

Il faut rajouter que les traditions différentes issues des villes-états de l'ancienne Italie, perdurent dans les psychologies, ce qui nuance et complique les problèmes de la presse.

Le malaise, les déficits, les grèves diverses, les licenciements sont endémiques.

La dette des quotidiens voisine le milliard de francs français et l'année en cours doit se solder par un déficit voisin. Les imprimeurs sont coincés entre une clientèle de plus en plus exigeante, et qui réclame l'utilisation de matériels et de techniques récents, complexes et coûteux, et les syndicats qui interdisent pratiquement les licenciements et les machines qui imposeraient des réductions d'effectifs.

Par ailleurs, de nombreux éditeurs ignorent la réalité des problèmes presse-imprimerie, tandis que la poste italienne et les réseaux de distribution parallèle laissent plus qu'à désirer. Ce qui entrave largement la circulation des ouvrages imprimés.

Le « Giornale d'Italia », fondé en 1901, et propriété d'un roi du pétrole, a été mis en liquidation cet été. Des menaces, qui se concrétisent régulièrement, règnent sur les effectifs du « Telegrapho » à Livourne, à « La Nazione » de Florence, et au « Resto del Carlino » de Bologne. Tous du groupe de presse Monti.

A « La Stampa » de Turin, propriété du groupe Fiat, comme au « Mattino » de Naples, l'agitation consécutive aux menaces de restrictions règne. Il en va de même à Trieste, pour « Il Piccolo » et à Palerme pour le « Giornale de Sicilia » à Rome et à Sassari à la « Nuova Sardegna ».

« L'Avanti », quotidien socialiste fondé en 1896, et qui tire à 70.000 exemplaires, a un déficit d'un milliard et demi de lires par an.

L'aide officielle de l'Etat voisine 800 millions de francs français, mais elle est en fait dix fois moindre, des offices étatisés comme celui des hydrocarbures, et la Montedison, donnant la différence. Sans parler des financements souterrains passant par le biais de relations entre fonctionnaires et entrepreneurs de presse.

Le problème se pose de survivre sans l'aide de l'Etat, et donc de licencier, ce qui ne ferait que retarder les concentrations de presse dans les mains des puissances bancaires et industrielles, ou de bénéficier de l'aide de l'Etat, mais de n'avoir plus la même liberté d'opinion et d'action, ce qui, là aussi, ne ferait que retarder des échéances fatales.

En fait, vouloir résoudre le problème de la presse sans se pencher en m me temps sur la société qui la conditionne est impossible dans un sens démocratique.

Dans le système actuel, la concentration de la presse au bénéfice d'un petit nombre d'hommes semble obligatoire.

D. SERVET.

LA CONQUÊTE DU POUVOIR PAR LE PROLÉTARIAT

Léon Blum avait, avant les événements de 1936, développé trois idées sur le pouvoir. La première était la classique conquête du pouvoir par le prolétariat que les socialistes avaient mise en avant depuis le « Manifeste communiste ». La seconde était l'exercice du pouvoir et la troisième l'occupation du pouvoir.

Par conquête du pouvoir, Léon Blum entendait l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste, disposant de la majorité absolue au Parlement, et au moment où les conditions de la transformation de la société capitaliste étaient réalisées. Le Parti socialiste pouvait alors utiliser le pouvoir pour opérer la transformation et construire le socialisme.

Par exercice du pouvoir, il entendait l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste soit sans majorité absolue, soit à un moment où les conditions de la transformation de la société capitaliste n'étaient pas réalisées. Dans ce cas, pas question d'utiliser le pouvoir pour transformer la société et obligation de l'exercer dans le cadre du régime existant en s'efforçant d'en tirer le maximum possible d'avantages pour les travailleurs et en réalisant le plus possible de réformes structurelles pour préparer la transformation sociale ultérieure.

Par occupation du pouvoir, il envisageait une situation où il fallait aller au gouvernement pour empêcher les fascistes d'y aller avec la complicité de la droite conservatrice.

Les deux dernières idées correspondent à ce que les socialistes avaient admis comme étant les deux cas où la participation socialiste à un gouvernement bourgeois était possible. Le premier c'est lorsqu'il est possible en allant au pouvoir de réaliser des réformes structurelles constituant une brèche dans le régime capitaliste ou d'apporter de sérieux avantages aux travailleurs. Le second cas, c'est lorsqu'il s'agit de défendre les libertés démocratiques menacées par le fascisme.

Mais laissons ces deux cas de côté, car ce n'est pas l'objet de mon propos, pour ne retenir que la première idée : celle de la conquête du pouvoir par le prolétariat.

J'ai rappelé au début que Léon Blum définissait la conquête du pouvoir par le prolétariat comme l'arrivée au pouvoir du parti socialiste disposant d'une majorité absolue au Parlement. J'ai l'impression que cette définition est non seulement toujours celle du Parti socialiste, mais aussi celle du Parti communiste et de bien de petits partis d'extrême gauche.

La conquête du pouvoir par un parti socialiste ou communiste, que ce soit par la voie parlementaire ou insurrectionnelle, n'est pas du tout la conquête du pouvoir par le prolétariat. On l'a bien vu en Suède où le Parti socialiste est arrivé au pouvoir avec la majorité absolue au Parlement et en Russie où le Parti bolchevik a conquis le pouvoir par une insurrection. Ni dans un cas ni dans l'autre le prolétariat ne s'est trouvé au pouvoir. Je ne dis pas par là que cette conquête du pouvoir par un parti socialiste soit inutile et qu'il faut la rejeter, comme le font les anarchistes. L'histoire est là pour nous montrer son utilité. Les nombreuses réformes et transformations sociales qui ont eu lieu ont généralement été l'œuvre de gouvernements de gauche.

Il ne faut donc pas confondre la conquête du pouvoir par le prolétariat avec la conquête du pouvoir par un parti, même s'il se réclame du prolétariat. La question qui se pose est donc celle-ci : comment le prolétariat peut-il conquérir le pouvoir ?

Pour répondre à cette question, voyons un peu comment la bourgeoisie a, elle, conquis le pouvoir.

Au moment où elle s'apprêtait à prendre le pouvoir, la bourgeoisie avait en face d'elle un pouvoir étatique incarné par la monarchie absolue. Il était évident que la conquête du pouvoir par la bourgeoisie ne pouvait consister dans le remplacement d'un roi par un autre, ni par la simple nomination de ministres bourgeois par le roi. Pour conquérir le pouvoir, il lui fallait trouver des institutions par lesquelles elle pourrait l'exercer.

Donc pour conquérir le pouvoir la bourgeoisie a dû briser le système monarchique absolu et le remplacer par le système parlementaire.

Eh bien, la conquête du pouvoir par le prolétariat ne pourra pas se faire autrement. Pour conquérir le pouvoir, les travailleurs doivent trouver les institutions qui correspondent à leurs besoins et qui leur permettent d'exercer effectivement le pouvoir. Ils ne peuvent pas se contenter d'envoyer des représentants au Parlement qui est une institution qui correspond aux besoins de la bourgeoisie, ni s'en remettre à un parti qui les représenterait.

Seulement voilà, quelles seront les institutions qui permettront aux travailleurs d'exercer effectivement le pouvoir ?

La Commune de Paris les avait trouvées dans les communes groupées en fédération des communes. La révolution russe les avait trouvées dans les soviets, ceux de 1905 à 1917 et non ceux d'aujourd'hui qui n'ont gardé que le nom mais perdu leur contenu au profit du Parti communiste et de sa bureaucratie.

Les institutions ne s'inventent pas, elles se découvrent dans la réalité où elles surgissent souvent sans qu'on présage de leur rôle possible. Ce n'est pas parce qu'il a lancé le mot d'ordre de « tout le pouvoir aux soviets » que Lénine a fait surgir les soviets, mais c'est parce que les soviets avaient surgi comme organe du pouvoir des travailleurs qu'il a lancé le mot d'ordre de tout le pouvoir aux soviets. Il faut donc rechercher dans la réalité d'aujourd'hui quelles sont les institutions qui peuvent représenter une forme de pouvoir des travailleurs.

J'exclus de cette recherche les syndicats et les partis qui se disent les représentants des travailleurs, précisément parce qu'ils n'en sont que les représentants alors que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Dans le domaine de l'activité économique et du travail, je vois les comités d'entreprise qui sont élus par tous les travailleurs ; dans le domaine universitaire, je vois les comités universitaires et de collèges ; dans le domaine local, je vois la commune. Il peut en surgir d'autres, dans les périodes de bouillonnement l'histoire nous montre de quelle richesse de création spontanée elle est capable. Mais pour le moment nous avons ceux-là. Or il suffirait que ces divers organismes se fédèrent sur le plan régional et surtout national pour constituer de nouvelles institutions qui exprimeraient réellement le pouvoir populaire.

Le pouvoir bourgeois, c'est-à-dire le Parlement, en France est né de l'assemblée des états-généraux, qui réunie pour trouver une solution aux difficultés du royaume, s'est proclamée assemblée constituante et a pris le pouvoir. Pourquoi n'y aurait-il pas une assemblée de tous les comités d'entreprise, des comités universitaires et de collèges et des communes, qui constitueraient ainsi ce que Jaurès avait appelé la Chambre du travail ? Et il suffirait que cette Chambre du travail, à l'instar de l'assemblée des états-généraux, dise : maintenant le pouvoir c'est nous, pour que se réalise la conquête du pouvoir par le prolétariat, c'est-à-dire par les travailleurs.

L'assemblée des Etats-Généraux avait été convoquée par un roi en faillite. Qui convoquerait la Chambre du travail ? Un président de la république en faillite ? Pourquoi pas ! A moins que, imitant les soviets de 1917 qui décidèrent eux-mêmes de se réunir en congrès national, les travailleurs en prennent l'initiative. Pour cela, je leur fais confiance.

Pierre RIMBERT.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

SEGUY SAISI PAR LA SAGESSE

Il ne faut pas désespérer de Séguy. Si les petits cochons staliniens ne le mangent pas tout entier, avec ce qui restera on peut encore faire un bon syndicaliste. Il a parlé sagement ce 24 octobre où il était l'invité du « club de la presse » d'Europe N° 1.

Il a bien fait la distinction entre syndicat unique et unité syndicale. Il est partisan de la seconde et si elle n'est pas réalisée en France c'est que « l'histoire ne l'a pas permis » et qu'elle ne le permet pas encore « dans l'immédiat ». Quelle est donc cette histoire qui l'empêche ? Séguy devrait bien nous le dire à sa manière pour qu'on puisse voir un peu.

Au sujet des nationalisations, Séguy a ajouté aux neuf qui sont inscrites dans le « Programme commun », la « possibilité » de deux autres : celles de la sidérurgie et de l'automobile. A cette seule idée prudemment avancée, la Bourse n'a fait qu'un saut, vers la baisse des valeurs françaises évidemment. Et les porte-parole du gouvernement ont dit que Séguy sabotait l'économie française ! Ils y vont quand même trop fort. Nous voici conduits, bon gré mal gré, à soutenir Séguy et son droit de considérer comme extensible ce fameux programme commun auquel il a donné l'adhésion de la C.G.T. et dont il repoussait hier toute révision.

Mais ce n'est pas sur ce point-là que la sagesse l'a vraiment touché de son aile, c'est sur le chapitre de « la réduction des inégalités ». Il a dit : *« Je considère que les personnes dont les revenus gravitent autour de 12.000 F par mois, et au-dessus, NE SONT PAS DES SALARIES... »* Vous avez bien lu et entendu ! Depuis longtemps Séguy, Krasucki, Le Guen et autres éminences de la C.G.T. disaient exactement le contraire et agissaient en tout cas comme si ces messieurs des cadres dits supérieurs étaient, eux aussi, des « exploités des monopoles ». Rappelons-nous : pendant des années, ces fins leaders ont défendu les augmentations de salaires au pourcentage égal, c'est-à-dire pratiquement l'élongation de l'échelle des revenus vers le haut ; il ne fallait pas, disaient-ils, « déshabiller Pierre pour habiller Paul » confondant ainsi volontairement besoins de luxe et besoins de première nécessité. Il n'y a pas longtemps que nous relevions encore la position de Le Guen, secrétaire des ingénieurs et cadres C.G.T., qui ne voulait pas entendre parler du resserrement de la hiérarchie des salaires.

Les temps sont changés et nous nous en réjouissons (mais ont-ils bien changé ?) C'est une grande satisfaction pour nous de voir les idées que nous défendions naguère presque seuls (1), finir par s'imposer au point que Séguy les découvre et bientôt s'en fera le champion. Il est vrai que le camarade Edmond Maire le précédait sur ce terrain depuis assez longtemps. Sguy n'a pas voulu être en reste en fixant à 12.000 F par mois un seuil que Maire avait évalué à 20.000 F.

Ce n'est sans doute pas seulement l'esprit de concurrence avec la Centrale alliée, mais rivale, qui a donné la sagesse à Georges Séguy. « La base » y est certainement pour quelque chose ; elle regimbait depuis longtemps contre une tactique qui prétendait maintenir l'inégalité et repousser la barrière de classe jusqu'à introduire dans un prétendu bloc des salariés les profiteurs du néo-capitalisme.

Mais ce tournant ne semble pas aller sans difficulté. Le Guen, secrétaire général de l'Union C.G.T. des ingénieurs et cadres, n'a pas bien pris le virage. Dans une circulaire diffusée après les déclarations novatrices de Georges Séguy, cette Union cégétiste dénonce encore « la démagogie » de la C.F.D.T. dans cette question de la réduction des inégalités et considère que sa position est « nocive » et « divise les salariés » ! Verrons-nous cette chose étonnante d'une organisation de la C.G.T. s'opposer à la direction confédérale assurée jusqu'ici d'une belle unanimité ? Et, chose plus surprenante encore, nous verrons-nous dans l'obligation de soutenir le bureau confédéral ?

MEA CULPA

Nous aurons encore bien d'autres surprises. Plus que nous, seront surpris les fidèles de l'Eglise, hier monolithe stalinien, aujourd'hui ébréchée, en même temps que l'autre Eglise.

Pour le moment, c'est à moi de battre ma coulpe. J'ai écrit ici que j'attendais qu'on me cite, un cas, un seul, où la C.G.T. n'adoptait pas aussitôt la position du P.C.F., sous-entendant que ce cas était impossible. J'avais raison jusqu'à hier. Aujourd'hui, je dois baisser le nez. Voilà que la direction de la C.G.T., direction unique avec le P.C.F., s'est pourtant différenciée. Elle a refusé de participer au meeting de défense des emprisonnés politiques, y compris ceux de l'U.R.S.S., alors que le P.C.F. y était représenté. Mais cette fois, le bureau confédéral n'a pas de chance : il avait déjà refusé de prendre part à la défense de Plioutch ; en accord avec le P.C.F., il avait reproché aux organisateurs de délaisser la défense des victimes de la répression dans les pays « fascistes ». Or, pour ce meeting du 21 octobre, le « Comité des mathématiciens » avait mis à l'ordre du jour la défense de plusieurs emprisonnés, et, parmi eux, des communistes incarcérés en Amérique latine. Ça ne fait rien ! Cette fois, on a dit qu'il était « scandaleux » de « mettre sur un même plan les gouvernements des pays socialistes et ceux des pays fascistes ! Alors, comment faire ?

Georges Marchais s'est fait prendre à partie par la presse officielle de l'U.R.S.S. (il n'y en a pas d'autre). Il a répliqué qu'il appliquait les décisions du XXII[e] congrès du P.C.F. et que rien ne l'en ferait « dévier d'un pouce ». Pourtant, Séguy était au XXII[e] congrès qui, pour appliquer ses décisions, l'a renommé au bureau politique. Alors ? Allez donc vous y retrouver !

(1) Faut-il rappeler qu'il y a quelque douze ans, Robert Louzon dont nous honorons la mémoire écrivait dans ces pages un article « Salariés et salariés » où il montrait la distinction à faire entre les vrais et les faux salariés, entre exploités et exploiteurs classés abusivement dans une même catégorie sociale ?

C'est égal, il y a quelque chose d'inattendu dans cette double divergence : fissure, apparente ou réelle, dans la direction unique parti-syndicats ; fissure, apparente ou réelle, dans ce qui peut rester encore de l'internationale communiste. Les jours qui viennent éclaireront peut-être ceux qui veulent être éclairés. Nous sommes de ceux-là, et parmi les plus attentifs, dans la mesure où ces désaccords déclarés influent malheureusement sur le mouvement syndical ouvrier dans lequel nous sommes partie prenante et cotisante.

*
* *

Ne laissons pas encore Séguy et cette émission d'Europe N° 1 où, sur un point seulement, nous avons pu saluer son évolution. Méditons sur cette déclaration : *« Il est absolument évident, et ce n'est pas nouveau, que nous ne ferons rien qui puisse être de nature à troubler la sérénité des consultations électorales à venir. Nous sommes trop respectueux de la démocratie... »* Séguy aurait pu prendre un exemple de cette sérénité démocratique en Tchécoslovaquie où, les 22 et 23 octobre, c'est-à-dire à la veille de son émission, avaient lieu des élections générales (avec candidats uniques) aux deux Chambres fédérales, aux deux Chambres nationales, ainsi qu'aux comités de districts et aux conseils municipaux. La participation a été de 99,67 % et les « élus » ont obtenu 99,97 % des suffrages ! Où trouverait-on mieux ?... sinon peut-être dans les congrès de la C.G.T.

*
* *

J'ai écrit que la sagesse avait touché Séguy de son aile. Elle l'a à peine effleuré. Quelques jours plus tard, il est revenu sur ses propos. Ce n'est pas « une thèse » de la C.G.T., a-t-il dit, c'est une évaluation sommaire. Quant à Krasucki, il était devant une réunion de l'Union des ingénieurs et cadres C.G.T. Mettez-vous à sa place. Il a déclaré « nécessaire » la hiérarchie des salaires. Il a dit qu'il fallait maintenir le pouvoir d'achat de tous les salariés, sans limite supérieure. Il a tout de même admis que l'amélioration du pouvoir d'achat soit variable. Ainsi donc, il veut encore « améliorer » le pouvoir d'achat de ceux qui reçoivent 12.000 F par mois et davantage. Pour acheter quoi ?

R. GUILLORE.

PARMI NOS LETTRES

Hommages à Robert Louzon

De Suzanne AULAS (06)

La R.P. d'octobre, je l'attendais avec impatience, puisqu'elle était annoncée comme consacrée à Louzon J'y ai trouvé ce que j'attendais, un hommage d'admiration et d'amitié, des précisions et détails complémentaires sur ce que je savais de lui...

... Les regrets et le chagrin n'y peuvent rien. Du moins ai-je été heureuse de lire cette dernière R.P. et de voir que mon admiration est partagée par les plus grands. Il est des amis ou simples connaissances qui ne lisent pas la R.P. mais à qui je voudrais donner ce numéro. Les uns parce que sans connaître sa valeur de militant, ils aiment bien l'ami, les autres, parce que trop jeunes, et à qui la vie de Louzon serait une merveilleuse leçon. Pouvez-vous m'en faire envoyer 5 exemplaires.

De L. BONNEL (92)

Je viens d'apprendre avec tristesse le décès de Louzon. C'est un grand et beau lutteur qui vient de disparaître.

Il ne semble pas, que les groupes d'extrême-gauche soient au courant de ce vétéran des luttes sociales. Aussi, je vous engage vivement, camarades de « La R.P. » a établir un communiqué avec résumé de la vie de Louzon et de l'adresser aux multiples groupes, journaux, revues, etc. de l'extrême-gauche...

De Jean CORNEC (29 N)

La mort de l'ami Robert Louzon me peine beaucoup. Ayant participé depuis sa fondation à la vie de la R.P., j'ai pu apprécier la valeur de ce grand camarade au cours des réunions de travail et surtout par la profondeur de ses études dans notre Revue...

De FRANC (42)

Ces mots pour vous dire combien j'ai apprécié le dernier numéro de la R.P. consacré à Louzon. Merci à B. Giauffret pour son article. Grâce à lui Louzon a revécu quelques instants, comme il revivait à Lou Rouselou où il m'accueillit souvent pour ma joie. Louzon restera pour moi un sommet dans beaucoup de domaines, et en même temps l'image de la simplicité et de l'amitié. Puisse la R.P. demeurer digne de Louzon et de Monatte...

De J. GASSIES (40)

Je vous envoie ci-joint mon réabonnement anticipé de soutien. Je désirerais recevoir, si vous le pouvez, 3 numéros supplémentaires d'octobre 1976 sur Louzon et, si vous le pouvez aussi, le numéro de 1960 consacré à Monatte...

Bravo à Giauffret et à Gallienne pour leurs remarquables articles.

Egalité et pouvoir d'achat

De G. LAMIZET (Var), d'une lettre à Guilloré après la lecture du numéro de septembre :

Avec la mort de Louzon la R.P. risque de se trouver quelque peu déséquilibrée, non ? Et faut-il se demander si la raison d'être de la revue ne disparaît pas avec la génération de ceux qui l'ont fondée ? On peut penser que non : je crois, comme Jacques Reclus le dit dans le numéro de septembre (j'avais été très frappé, moi aussi, par le reportage de l'*Observateur* qui sert de point de départ à ses réflexions), que la révolution « selon nos désirs » ne peut plus être prolétarienne ; mais, si le syndicalisme révolutionnaire ne peut plus exister comme force sociale, l'esprit devrait en être maintenu vivant ; le tout est de savoir si la R.P. trouve d'assez nombreux lecteurs dans les nouvelles générations.

Bon numéro que celui-ci, et qu'il soit bon est le meilleur hommage qui puisse être rendu à Louzon. Particulièrement, à mon avis, cet article de Jacques Reclus (et j'attends celui de Gallienne sur le même sujet), celui de Pierre Aubery, celui de Daniel Servet. A ce que tu dis (Guilloré), dans la chronique, sur les salaires, les prix et les profits, il manque une chose, de mon point de vue : dire bien haut qu'un partage plus équitable du revenu national est *moralement* exigible, mais qu'*économiquement* il ne pourrait pas élever beaucoup le niveau de vie de l'ensemble des travailleurs. Il y a quelques années j'ai eu l'occasion de le faire remarquer, chiffres en main, dans la R.P. Nouvelle occasion aujourd'hui. Tu cites le mot d'Edmond Maire : « Les Français n'ont pas idée du nombre considérable de gens qui, dans ce pays se mettent dans la poche vingt millions d'anciens francs par mois ! » Eh bien, il faut leur en donner une idée — mais leur dire aussi ce que cela signifie économiquement et ce qu'ils auraient de plus dans leur poche si l'on mettait fin à cette situation injuste. Il s'agit de savoir ce qu'on veut : plus de justice, ou un plus grand pouvoir d'achat ?

Et que deviendrait cette question si l'on tenait compte des sacrifices à faire pour peu qu'on veuille prendre au sérieux l'« internationalisme prolétarien » et permettre aux « damnés de la terre », lesquels ne sont pas en France, de devenir des hommes ? Il faut avoir le courage de dire que, dans l'état actuel des choses, il ne pourrait y avoir un commencement de socialisme à l'échelle de la planète sans une baisse sensible du niveau de vie des travailleurs occidentaux.

Un critique... pour le moins inattendue

De Lucien ORSANE (Decazeville)

Au siège de notre section socialiste à Decazeville, j'ai souvent lu et apprécié les articles de votre revue, sans en partager tous les points de vue, vous vous en doutez... Au fil des pages de la R.P., il est une attitude qui frappe votre lecteur, c'est la totale liberté d'expression ; fait qui mérite d'être souligné.

Après les louanges permettez-moi un reproche. Les analyses de M. Guy Joussain dans le n° 625 me paraissent fondées : le réformisme gagne du terrain dans vos colonnes. Or, dans la situation actuelle, il s'agit de dépasser le strict réformisme afin de modifier les strutures du système capitaliste et de tenter de promouvoir un autre type de société.

Certes le socialiste que je suis ne saurait vous donner de leçons (d'autant plus qu'étant un peu guesdiste je dois être suspect à vos yeux) mais j'ai tenu, en toute amitié, à vous faire part de cette remarque.

A propos des hommages à Louzon

De R. HAGNAUER (92)

On ne peut que louer Giauffret d'avoir réussi à exposer l'essentiel d'une vie et d'une œuvre aussi dense, aussi riche que celle de Robert Louzon s'étalant sur plus de trois-quarts de siècle. Et on peut aussi le féliciter de son objectivité qui laisse cependant déceler l'affection et l'admiration qu'il portait à ce grand bonhomme au destin hors série.

Giauffret, chargé d'une tâche particulièrement difficile, a un peu simplifié quelques-unes de ses informations et notations sur les « prises de position » de Robert Louzon. Et mes précisions n'ont pas d'autre objet qu'un éclairage plus étendu de certaines étapes d'une carrière exceptionnelle.

Je lis en effet : « Retournant aux conceptions pacifistes, tant de fois couvertes de sarcasmes, Louzon signe avec quelques intellectuels le tract « Paix immédiate » (en septembre 1939). Il signe et contrairement à nombre de signataires maintient sa signature. »

J'ai donné dans la R.P. le texte du tract avec toutes les signatures, que je reproduis ici : Alain, Victor Margueritte, Marcel Déat, Germaine Decaris, Félicien Challaye, Vigne, G. Dumoulin, Georges Pioch, Lucien Jacques, Thyde Monnier, Giroux, Lecoin, Charlotte Bonnin, Yvonne et Roger Hagnauer, René Vivès, Marie Langlois, Raymond Tourly, René Gérin, Maurice Wullens, Henry Poulaille, Marceau Pivert, Ludovic Zoretti, Georges Yvetot, Jeanne et Michel Alexandre, Robert Louzon, Hélène Laguerre, L. Emery, Henri Jeanson, Jean Giono. N'y a-t-il que quelques intellectuels ?

Lecoin, le premier responsable, dans son œuvre autobiographique Autour d'une vie, *n'a guère ménagé Alain, Margueritte, Emery, Georges Pioch... qui le désavouèrent avec un empressement assez déshonorant (Lecoin d'ailleurs, avec une belle générosité, a écrit à la mort de Georges Pioch une page émouvante sur son regret de ne pas avoir effacé par une dernière rencontre un souvenir douloureux dont lui n'avait pas à rougir). Marcel Déat s'en tira aussi sans élégance, comme certain permanent syndical. Mais Louzon ne fut pas le seul à maintenir sa signatre. Giroux et Charlotte Bonnin (de la Fédération postale) — Vivès, Yvonne et Roger Hagnauer (du S.N.I.)... Félicien Challaye, Wullens... eurent la même attitude.*

Giauffret simplifie encore en écrivant (page 4 de la R.P. d'octobre 1976) : « Entre l'Américain et le Russe... c'est l'Amérique de la libre entreprise qui aura la faveur de Louzon. Adhésion intellectuelle surprenante au Parti américain ». A ma connaissance, ce n'est pas en conclusion de son étude sur les impérialismes que Louzon proclama « qu'il était du Parti américain ». Il se tenait exactement sur une position réaliste, qui n'était pas simple spéculation intellectuelle.

Le stalinisme lui apparaissait aussi dangereux pour la liberté et la paix que l'hitlérisme. Il craignait (et ses craintes n'étaient pas imaginaires) l'offensive des chars soviétiques jusqu'à l'Atlantique. Dans ces conditions, notre seule sauvegarde, c'était la puissance américaine (il allait même jusqu'à envisager l'organisation d'une résistance clandestine en attendant un nouveau débarquement américain). En 1950, Louzon approuvait explicitement l'intervention américaine en Corée, contre l'agression d'un vassal stalinien (il employa lui-même cette expression). Je le comprenais d'autant mieux que je me souvenais d'un réflexion de Pierre Monatte en 1940 me disant « la résistance anglaise... c'est la seule carte à jouer pour la liberté du mouvement ouvrier ».

Louzon s'est expliqué loyalement, franchement, clairement sur son hostilité à l'impérialisme américain, qu'il avait jugé « le moindre mal » de 1947 à 1953. Nous n'étions plus d'accord. Mais c'est peut-être en éclairant le passé que l'on peut le mieux comprendre nos divergences actuelles.

Giauffret s'est efforcé, tout en respectant la vérité, de ne pas offenser certains d'entre nous, en évoquant l'intransigeance souvent brutale de Robert Louzon.

On aurait souhaité que d'autres fissent preuve de la même discrétion. On ne conteste pas à Gallienne le droit de rappeler son plein accord avec Louzon sur la question de Palestine. Pourquoi ajouter cette phrase sur le sionisme... « une des plus grandes aberrations de notre époque, qui était sur le point de déclencher de nouvelles catastrophes ».

Je n'ai jamais pensé à défendre le sionisme... pas plus que l'islamisme. Mais l'existence de l'Etat d'Israël ne doit au sionisme que sa couverture... idéologique et mystique. Le retour déjà très important des Juifs européens en Palestine fut provoqué directement par les pogroms en Russie, indirectement par l'affaire Dreyfus en France.

Et ce mouvement devient massif, après la mise en application de la solution finale hitlérienne... qui aboutit à l'extermination dans des conditions que l'imagination la plus folle ne pouvait réaliser, de plus de six millions de Juifs : hommes, femmes et enfants... « Quant aux catastrophes... on pourrait en chercher les causes, honnêtement... A quoi bon C'est si facile d'avoir toujours un bouc émissaire, à portée de... l'esprit... Et si les armées syriennes — glorifiées par certains — ont massacré des Palestiniens... c'est certainement la faute des Israéliens !

AVIS AUX SOUSCRIPTEURS DU LIVRE « LES CINQUANTE ANS DE LA R.P. »

Les recherches entreprises dans les nombreux papiers de notre regretté ami Alexandre CROIX ne nous ont pas permis d'entrer en possession du travail commencé plusieurs mois avant sa mort brutale, sur « le cinquantenaire » de notre revue : un demi-siècle d'histoire ouvrière internationale.

Nous avons demandé à Roger HAGNAUER qui connaît la R.P. depuis son origine de se charger de reprendre le travail. Il est évident que cela retardera de plusieurs mois la parution de l'ouvrage.

Nous demandons aux souscripteurs de patienter. Si toutefois des camarades désiraient le remboursement ou une nouvelle affectation de leur souscription, nous sommes à leur disposition.

CHOISIR SON CAMP

Le malaise syndical s'accentue. Cela tient à la mise à l'épreuve des différentes centrales et aux divergences qui se sont manifestées entre elles concernant la stratégie de risposte au plan Barre d'austérité ouvrière perpétré par la coalition patronale et gouvernementale, laquelle, se souciant peu de l'avis des organisations syndicales préalablement consultées, entend frapper le travailleur non seulement comme salarié, mais en tant que contribuable et consommateur.

« Nous attendrons le gouvernement aux actes », avait déclaré le secrétaire général de Force Ouvrière, après une entrevue — négative comme tant d'autres — avec le nouveau chargé d'affaires des parties prenantes du régime.

Ce n'était pas l'avis des responsables des deux autres grandes centrales et de la F.E.N. à qui cette audience avait suffi pour se rendre compte qu'il n'y avait rien à attendre de plus que de la précédente équipe et que le replâtrage ministériel ne faisait que masquer les mêmes intentions de ménager les nantis qui forment sa clientèle électorale, fût-ce au détriment des éternels spoliés.

Les actes n'ont d'ailleurs pas tardé, et si l'on touche quelque peu aux classes possédantes — qui sauront, faisons-leur confiance, se rattraper sur notre dos — c'est pour mieux faire accepter la grande pénitence aux plus démunis.

Qu'attendre, en effet, d'un régime qui, malgré tous les démentis officiels, bat tous les records d'inégalité en matière de revenus et qui, pour sortir de ses contradictions, a le front d'en appeler à « l'union nationale » contre la crise inflationniste dont les travailleurs sont déjà les principales victimes ?

En conséquence, quelle devait être l'attitude de ceux qui ont la charge de défendre les intérêts ouvriers ? Attendre encore, toujours attendre, comme s'en accommodent les organisations dites modérées (F.O., C.F.T.C., C.G.C.) qui s'en remettent, une fois de plus, aux parlementaires auxquels ils ont fait appel, en désespoir de cause, et qui sont ceux-là mêmes qui ont approuvé et voté le plan Barre — car il est vain d'espérer quoi que ce soit de ceux de l'opposition dont les interventions ou propositions de réformes sont régulièrement repoussées par la majorité conservatrice. Au mieux, et une expérience déjà longue devrait le faire comprendre, nos « godillots » sauront s'arranger pour faire traîner les choses en longueur pour, finalement, se débarrasser de cette supplique en la renvoyant à une commission d'enterrement.

N'est-ce pas, alors, se duper soi-même et entretenir de dangereuses illusions que de recourir à ceux dont on sait pour qui ils agissent et continueront d'agir si la pression ouvrière n'intervient opportunément ?

A SITUATION EXCEPTIONNELLE, MESURES EXCEPTIONNELLES

Plus réalistes, il convient de le reconnaître, ont été les dirigeants des autres centrales et de la F.E.N. qui ont su faire taire un moment leurs différends pour considérer que l'heure n'était plus à disperser leurs forces dans une défensive aléatoire, mais à les unir pour qu'à une attaque globale riposte une action globale unitaire d'envergure, c'est-à-dire, en mobilisant le maximum d'énergies, lancer un coup de semonce — point de départ d'une action qui devrait avoir des prolongements dans les entreprises — afin de signifier aux tenants du pouvoir le refus ouvrier de se laisser plumer une nouvelle fois sans réagir.

Il faut savoir, en certaines circonstances, selon la formule : montrer sa force pour n'avoir pas à s'en servir ; s'inspirer de précédents fameux où s'affirmait la puissance ouvrière, tels les 1er mai d'antan, la grève de 1934 contre la menace fasciste, celle de juin 36 comme celle de mai 68, capables, en arrêtant la production, les transports, etc., de paralyser l'économie du pays et d'en faire une force de dissuasion contre les velléités restrictives et oppressives de l'adversaire commun, hésitant, alors, à s'engager trop avant dans une épreuve pouvant tourner à son détriment.

C'est ce qu'ont compris certaines fédérations et syndicats de Force Ouvrière, comme ceux des deux autres organisations « raisonnables » qui, bravant les consignes confédérales, se sont ralliés, tant à la grève nationale du 7 octobre, qu'aux manifestations qui en ont été l'occasion.

Bien sûr, les opposants à la participation de cette journée de grève ne manquaient pas d'arguments en se référant à certaines formes d'actions spectaculaires passées, lancées à tout propos et hors de propos, et qui étaient autant de coups d'épée dans l'eau, pour refuser de cautionner ou participer « aux gesticulations de ceux dont les véritables objectifs n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs » (*dixit* Bergeron).

Il est, certes, indéniable que les débrayages, grèves tournantes et autres manifestations ou journées d'action à répétition qui consistent à exploiter systématiquement tous les mécontentements pour servir à des fins politiciennes ne facilitent pas la besogne proprement revendicative.

Au surplus, l'engagement électoraliste de la C.G.T. qui, malgré une agitation de surface, vise surtout à renforcer la position du P.C. parmi les aspirants de la gauche au pouvoir — tandis que, par réaction, la C.F.D.T. cherche à l'équilibrer en flirtant de plus en plus avec le P.S. — justifie toutes les méfiances.

Sans compter que toutes ces manœuvres, déviationnistes autant qu'inopérantes, aboutissent à décourager, à démobiliser la majeure partie des travailleurs qui finissent par n'avoir plus d'espoir qu'en l'accession de la gauche au pouvoir, en un changement combien douteux, pour voir résoudre favorablement leurs problèmes.

Cela admis, et pour en revenir au conflit actuel, il n'en reste pas moins qu'en l'occurrence, la situation était différente, en ce sens que, si l'on conçoit que la grève est l'arme par excellence à laquelle on ne doit recourir que lorsque toutes les possibilités de négociation ont été épuisées, on doit convenir qu'il n'y a pas eu là de négociations, mais seulement consultations, pour ensuite mettre les consultants devant le fait accompli, le fait du prince. C'est cela la « Démocratie française » giscardienne.

Quant à la diversité des réactions des appareils dirigeants, on peut estimer que le pluralisme syndical n'y est pas étranger, chacun d'eux étant amené à se déterminer en considération de la composition sociale de ses effectifs comme en fonction des fins et des moyens fixés par leurs assises périodiques.

C'est ainsi que — pour ne parler que des trois principales centrales syndicales — si dans la C.G.T., les adhérents appartiennent en majorité à l'industrie privée et ceux de la C.F.D.T. proviennent à peu près à égalité de l'industrie privée et de la fonction publique, à F.O. c'est la fonction publique qui est majoritaire et cela explique bien des choses.

On ne peut, effectivement, voir les choses d'un même œil selon que l'on est assuré de la stabilité, de la sécurité de l'emploi ou que l'on risque à tout instant de se trouver sur le sable suivant les aléas découlant des contradictions économiques.

Interviennent, en conséquence de tout cela, les conceptions que l'on a de la finalité du syndicalisme. Comme l'écrivait il y a quelques mois notre ami

Rimbert : « Il y a réforme et réforme. Il y a les réformes dont l'objet est d'améliorer les conditions de vie et de travail à l'intérieur du système et celles qui tendent à changer le système ».

C'est l'éternelle querelle entre le syndicalisme réformiste et le syndicalisme révolutionnaire qui resurgit avec acuité à chaque conflit vraiment important avec le pouvoir et ses commanditaires.

Et, à ce propos, on se doit d'évoquer l'évolution de la C.G.T.-F.O. qui avait, à l'origine, suscité bien des espérances chez nombre de nos amis syndicalistes pour qui la subordination politique de la C.G.T. devenait insupportable, mais qui ont été déçus au fur et à mesure que grandissait, dans la nouvelle organisation, l'influence de ce qu'on a appelé, à juste titre, le réformisme sommeillant des milieux de fonctionnaires.

Insensiblement, on en est venu à limiter le rôle du syndicalisme aux questions strictement corporatives, réduisant « son action à une plus juste répartition des produits et à une plus équitable participation des représentants ouvriers aux décisions d'Etat » (Luis Mercier-Vega).

En dehors de ces constatations, faites ici à plusieurs reprises, on n'a pas manqué de souligner — et il ne faut pas craindre de le répéter — qu'on a oublié, chez les majoritaires de F.O., que la Charte d'Amiens, à laquelle ils se réfèrent pour justifier leur retrait de la filiale communiste, n'est pas seulement une charte d'indépendance à l'égard des partis et des sectes, mais que sa partie essentielle comprend la nécessité d'une action continue vers la transformation sociale par la disparition du patronat et du salariat au moyen de l'expropriation capitaliste. Elle est donc, par là-même, forcément politique, mais c'est une politique sociale qui s'oppose aussi bien à la politique partisane et électorale au sein des syndicats qu'à l'opportunisme, au neutralisme où certains veulent confiner le syndicalisme.

ATTENTION : DANGER

Bref, il reste que la mise en évidence de certaines pratiques nocives pour le mouvement ouvrier ne saurait permettre d'échapper à ses propres responsabilités. Il faut en avoir conscience quand on s'engage dans cette voie et savoir jusqu'où ne pas aller trop loin sous peine de faire le jeu d'un des adversaires contre l'autre et être utilisé par lui à ses fins particulières. C'est-à-dire ne pas se tromper d'adversaire.

Car l'adversaire principal, pour l'ouvrier, c'est d'abord son exploiteur, celui à qui il vend sa force de travail et ses facultés intellectuelles en échange d'un pouvoir d'achat constamment remis en cause. C'est cela qui doit dicter la conduite quotidienne et d'avenir dans le combat social, quelle que soit la tactique que l'on a adoptée. Et, dans cette optique, choisir son terrain de classe, de lutte de classes, c'est choisir son camp.

Son camp, son terrain de classe, c'est d'abord celui du lieu de travail, mais c'est aussi, ce peut être aussi, quand c'est nécessaire, celui de la rue dont la pression s'est révélée à l'expérience plus efficace que celle qui s'exerce dans les cabinets ministériels où l'on palabre trop souvent inutilement, n'en déplaise à ceux qui ne savent que se contenter de promesses plutôt que d'en appeler à la vigilance ouvrière pour pousser à leur réalisation (1).

Choisir son camp, c'est encore ne pas se couper de la classe ouvrière aux heures décisives, c'est sentir l'opportunité d'être à ses côtés dans l'action commune pour la défense de ses conditions de vie menacées. On n'en a que plus de chances d'être écouté, de la trouver réceptive quand on veut la mettre en garde, par ailleurs, contre les méfaits de certaine gymnastique démagogique.

Dans cette revue, comme à l'Union des Syndicalistes, où nous avons, en son temps, soutenu et participé aux efforts, hélas ! restés vains, du M.S.U.D. (Mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique) pour rassembler les tronçons épars du syndicalisme, nous avons déploré que le fossé se soit élargi entre F.O. et la C.F.D.T. sous prétexte que cette dernière pratiquait de temps à autre l'unité d'action avec la C.G.T.

Pourtant, il n'est pas interdit de penser qu'en agissant autrement, c'est-à-dire en maintenant ses rapports avec la C.F.D.T., au besoin pour des actions communes, elle aurait pu empêcher celle-ci de se fourvoyer et de s'engager dans les méandres de la stratégie politicienne. A elles deux, elles eussent pu faire contrepoids aux menées confusionnistes des dirigeants cégétistes et œuvrer ainsi utilement pour la renaissance du syndicalisme (2).

Le sectarisme exclusif des dirigeants de F.O. ne l'a pas voulu. Le plus clair résultat en est que, comme le lui ont reproché maintes fois les membres de sa minorité révolutionnaire — et comme vient de le faire le Syndicat général des impôts, souhaitant que la Confédération « sorte de son isolement en participant activement et sans exclusive à la lutte syndicale sur des objectifs précis » — F.O. se trouve en dehors de la plupart des luttes ouvrières et, de ce fait, dédaignée, voire classée dans le camp conservateur par la majorité de l'opinion ouvrière.

Nous voulons bien croire qu'elle obtient des scores appréciables en certains endroits dans les élections professionnelles, mais n'est-ce pas aussi le fait que les tièdes et les prudents qui se satisfont du contexte social actuel la rejoignent parce qu'elle leur offre par son comportement des garanties sécurisantes ?

Quoi qu'il en soit de ces quelques réflexions, qui n'ont d'autre ambition que la recherche de l'efficacité, ne croit-on pas que, dans la pagaille politico-syndicale électoraliste, d'une part, et, d'autre part, la politique de défense passive qui perpétue le système qu'ils se sont donné pour mission de détruire, il serait temps que les diverses tendances syndicalistes révolutionnaires, qui se dépensent isolément et stérilement au sein de leurs centrales respectives et de la F.E.N., cessent de s'ignorer, de se disputer les unes aux autres les zones d'influences au profit de leurs petites chapelles, qu'elles sachent, enfin, s'élever au-dessus des querelles des bureaucraties quasi inamovibles pour se regrouper, se concerter sur les moyens d'en sortir et créer ensemble la dynamique indispensable au redressement syndical ?

C'est ce que nous tentons ici depuis toujours, et nous continuons de penser que le remède est à notre portée pourvu que nous voulions nous en donner la peine.

N. FAUCIER.

---

(1) A l'appui, cette appréciation d'un journal bourgeois, « Ouest-France », du 23-10-76 : « Même s'ils apparaissent à certains, selon le terme d'André Bergeron, « inefficaces », les défilés d'aujourd'hui auront au moins le mérite de combattre la pire des attitudes humaines face aux drames sociaux : la résignation. »

(2) Ne peut-on également supposer que le poids de F.O., participant à la préparation de la journée du 7 octobre, aurait pu éviter la présence des partis à la manifestation, lesquels n'avaient rien à y faire, sauf à s'en servir comme tremplin électoral ?

F.O. SE REBIFFE !

A la veille d'aller voir M. Barre, André Bergeron tenait meeting à Paris avec les militants F.O. de la région parisienne.

La salle de la Mutualité était bien garnie. Le camarade Payement, secrétaire de l'Union parisienne, ouvrit le meeting en saluant la présence à la tribune d'un représentant de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens. Son exposé introductif eut surtout pour thème le refus de toute « police des salaires ».

Bergeron manifeste d'abord sa foi européenne : l'inflation est un mal universel, elle ne peut trouver sa solution qu'à l'échelle mondiale et, d'abord, sur le plan européen.

Il parla d'abord du problème de la Sécurité Sociale, notamment du conflit avec une partie des médecins. Il dénonça la démagogie en ce domaine. Le système de financement de la Sécurité Sociale doit être revu : il faudrait distinguer entre les industries de main-d'œuvre, celles qui emploient relativement beaucoup d'ouvriers et qui, en conséquence, payent beaucoup de cotisations, et les industries (souvent celles qui font le plus de profit) dont la main-d'œuvre est relativement peu nombreuse avec des équipements techniques avancés : celles-ci cotisent moins en raison d'un système basé exclusivement sur les salaires. Mais F.O., affirme Bergeron, ne laissera pas mettre en cause la Sécurité Sociale comme organisme public de protection globale de la santé.

Au sujet de la fiscalité, Bergeron a fait état de données statistiques sur l'évasion fiscale qui croît évidemment avec le montant et la nature du revenu. Ces chiffres sont-ils vrais, sont-ils faux ? Le gouvernement doit répondre, et il se tait.

Dans la troisième partie de son exposé, Bergeron parle de la défense de ce qu'on appelle « la politique contractuelle ». Ce n'est pas autre chose que l'effort syndical constant pour la conclusion de conventions collectives, tant dans la fonction publique que dans le secteur privé. F.O. ne laissera pas porter atteinte à ce qui a été acquis dans ce domaine. Si le pouvoir entendait remettre en cause « l'infrastructure contractuelle », il irait au devant du désastre. Les fédérations et les syndicats F.O., proclame Bergeron, envisageraient d'autres moyens d'obtenir ce qu'on leur refuse par la négociation.

Terminons en relatant un petit intermède significatif : des « hou ! » saluèrent quelques noms cités au passage par le secrétaire confédéral : Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Chaban-Delmas.

Bergeron s'interrompit un moment. « Je n'ai vraiment pas de chance quand je suis amené à rappeler quelques noms de personnalités ».

Mais il ajouta : « Nous ne choisissons pas nos interlocuteurs. Nous en avons connu d'autres ; nous en connaîtrons peut-être encore d'autres... ». Quelques protestations saluèrent cette allusion à la permanence des politiques gouvernementales, par-delà les changements d'étiquette.

DEUX SUICIDES

Deux enseignantes se sont suicidées. Et dans les deux cas, la responsabilité de l'administration est écrasante.

Annick Menu, maîtresse auxiliaire de vingt ans, était chargée d'une classe de transition. Il faut savoir de quoi il s'agit : un dépotoir où l'on envoie les élèves qui, n'ayant pas encore l'âge de quitter l'école, sont considérés comme incapables de profiter de leurs études obligatoires. Presque personne, parmi les enseignants, n'aime être chargé d'une classe de ce genre. C'est pourquoi on s'était empressé d'y placer une débutante. Et tant pis pour les difficultés qu'elle allait avoir.

Que faut-il donc faire des élèves qui ne mordent pas aux études ? Faut-il abréger leur scolarité, comme l'ont proposé certains journaux, « France-Soir », par exemple ? Non. Car un enseignant expérimenté, qui accepte de s'occuper d'une classe de transition, peut en tirer quelque chose. Une de mes amies, institutrice, a terminé sa carrière dans une telle classe, et y a fort bien réussi. Mais dans un tel cas, il faut renoncer à faire travailler les élèves suivant les méthodes classiques, éviter de leur donner des devoirs à faire, des leçons à apprendre, leur parler en camarade, les pousser à exposer leurs problèmes personnels, organiser de nombreuses promenades scolaires. Pour agir ainsi, il faut du doigté, et un certain ascendant sur eux, qu'une jeune débutante possède rarement dès le premier abord. Et la pauvre Annick, en guise d'encouragement, n'a reçu que les critiques sévères d'une conseillère pédagogique qui n'a pas compris sa détresse. Elle s'est pendue. L'administration qui lui avait imposé une tâche trop lourde pour elle est bien coupable. Mais ses collègues qui ont laissé faire, la conseillère pédagogique qui a achevé de la décourager, ont bien aussi leur part de responsabilité.

Renée Boudouresque, vingt-huit ans, maîtresse auxiliaire également, était sans travail. Elle avait fait quelques remplacements dans l'enseignement du second degré et, a-t-on dit après coup, n'avait pas réussi. L'avait-on conseillée et encouragée, lui avait-on donné toutes les chances de perfectionner son enseignement ? Non. On s'était contenté de l'écarter, et elle n'avait pas accompli assez de journées de travail pour avoir droit à une indemnité de chômage. Sa famille ne pouvant l'aider, gênée d'être à la charge d'amis compatissants, Renée s'est empoisonnée.

Dans ce cas aussi, l'administration est coupable. Coupable de ne pas donner aux jeunes qui se dirigent vers l'enseignement les moyens de vivre, coupable de ne pas assurer à tous ceux qui s'adressent à elle la formation nécessaire, de les charger d'une tâche trop lourde, puis de les en écarter sous prétexte d'insuffisance pédagogique sans se préoccuper de ce qui leur arrivera. — **J. G.**

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS D'OCTOBRE 1976

RECETTES		
Abonnements ordinaires	2.114	
Abonnements de soutien	947,38	
		3.061,38
Souscription		1.235
Total des recettes		4,296,38
En caisse au 1-10-76		2.561
		6.857,38
DEPENSES		
Papeterie		67,20
Participation loyer		250
Frais de déplacements		154
Total des dépenses		471,20
En caisse au 31-10-76		6.386,18
		6.857,38

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

R. Guilloré (83), **100** ; J. Gallienne (93), **100** ; H. Grenet (93), **75** ; Trial (30), **75** ; Félix (42), **100** ; Th. Lippe (Belgique), **132,38** ; Mme N. Gérodolle (33), **100** ; Mme S. Bidé (44), **100** ; Bésus (76), **100** ; Palix (83), **65**.

SOUSCRIPTION

J. Magri (71), **25** ; Nouelle (91), **40** ; Divet (35), **40** ; Mme Guillaume (42), **90** ; G. Vedel (75016) **Don de Dommanget 1.000** ; Plassat (91), **40**.

STALINE, COMPLICE ET ALLIÉ DE HITLER

Les mensonges ont décidément la vie dure. Dans *le Monde* du 5-11-76, un lecteur soviétique, M. Larine, prend à partie un éminent professeur d'histoire, M. Barléty, qui, commentant dans le même journal le 25 août, les *documents publiés par Moscou sur la lutte de l'U.R.S.S. pour la paix en 1939...* formulait cette observation — beaucoup trop prudente à mon gré — *« le 24 août 1939, on apprenait avec stupéfaction que l'U.R.S.S. engagée depuis des mois dans une négociation pour une alliance militaire avec la France et la Grande-Bretagne, venait de conclure un pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie...*

M. Larine, citoyen d'un Etat dans lequel il n'y a qu'une activité officielle — quelque peu variable... et contradictoire dans la succession — trouve cette observation de M. Barléty peu objective... Et c'est très objectivement... qu'il reprend la thèse ordinaire : ce pauvre Staline a dû... la mort dans l'âme... conclure un pacte avec Hitler... parce que la France et la Grande-Bretagne refusaient de s'engager dans une alliance militaire.

Nous avons assez fréquemment éclairé ce moment décisif pour la paix et nous n'aurions pas à y revenir, si nous ne trouvions dans l'œuvre (d'une valeur inestimable)... de Pierre Daix : *le Socialisme du Silence...* d'éclatantes confirmations des opinions et jugements que nous avons formulés et qui nous ont valu... avec les injures et imprécations des staliniens... pas mal de critiques et d'objurgations de la part de lecteurs et collaborateurs de *la R.P.*

Car, quelles que fussent les réticences de Paris et de Londres (d'ailleurs formellement écartées en août 1939)... elles n'eurent aucun effet sur la pensée et l'arrière-pensée de Staline.

Première confirmation : La fameuse tactique : *« classe contre classe »*, imposée en 1929 n'avait pas d'autre but que de diriger essentiellement l'action des partis communistes de France et d'Allemagne contre le *social-fascisme, donc contre la social-démocratie... « il fallait encourager et soutenir une guerre de revanche allemande contre l'Occident... ce qui impliquait la destruction de la république de Weimar et une certaine connivence avec tous ceux qui œuvraient à cette destruction, y compris les nazis.* APRES l'accession d'Hitler au pouvoir, le parti communiste allemand revendique encore *l'annulation complète du traité de Versailles.* Le parti communiste polonais milite de son côté pour que *la Haute-Silésie soit rendue à l'Allemagne.* Et le fameux tournant de 1935... qui, décidé par Staline, aboutit en France à la constitution du Rassemblent populaire (et au fameux accord Staline-Laval)... était *« plus diplomatique que politique »*. Il s'agissait d'un système d'assurances offert aux démocraties bourgeoises, *afin de les inciter à considérer l'existence de l'U.R.S.S. ... comme un moindre mal »*. Jamais cependant Staline n'intervient au sein du Komintern pour dire ce qu'il pensait de la nouvelle politique communiste préconisant en 1935 la constitution de Fronts populaires.

Et en 1936, Molotov — son valet inconditionnel — déclarait encore dans les *Izvestia* que *« la tendance qui détermine la politique du gouvernement sociétique est qu'une amélioration des relations germano-soviétiques est possible »*.

Deuxième confirmation. — Avec un machiavélisme — dont les dirigeants occidentaux n'ont jamais eu conscience — Staline fait renouveler le 26 novembre 1938 le pacte de non-agression avec la Pologne qui n'a pas d'autre but que d'éviter la capitulation polonaise *qui permettrait à Hitler de choisir le moment d'attaquer l'U.R.S.S.* Mais en mars 1939, au 18e Congrès du parti communiste soviétique, il dénonce *« le tapage suspect mené par l'Occident ayant pour but d'exciter la fureur de l'Union soviétique contre l'Allemagne, d'empoisonner l'atmosphère et de provoquer un conflit avec l'Allemagne sans raison apparente »*.

Et — tout en engageant des pourparlers avec la Grande-Bretagne, il envoie le 17 avril 1939 son ambassadeur « Merckalov » auprès du vice-ministre des Affaires étrangères du Reich. *Le 28 avril, Molotov remplace le « juif » Litvinov aux Affaires étrangères soviétiques.*

La négociation avec les puissances occidentales joue surtout le rôle d'appât pour Hitler... *Ce qu'il faut surtout, c'est que ces mêmes puissances soient trop engagées pour reculer.* Il n'est pas question d'empêcher la guerre à l'Ouest. Au contraire !

Le 27 juillet 1939, trois jours après la mise au point du projet d'accord avec les Occidentaux, s'engagent des conversations liminaires qui constitueront le protocole secret du traité germano-soviétique, délimitant les zones d'influence entre les deux empires (cf. « Archives secrètes de la Wilhelmstrasse »).

Donc *le pacte Hitler-Staline* fut préparé et engagé bien avant sa solennelle signature le 24 août 1939. Et M. Barléty, répondant à M. Larine, *« qu'il n'a jamais écrit que l'U.R.S.S. fut coupable de la seconde guerre mondiale »*, pousse l'objectivité ou la naïveté jusqu'à l'impensable. Le peuple soviétique ne voulait pas plus la guerre que le peuple allemand. Mais ils n'avaient aucun droit, aucune autorité en cette affaire. La diabolique fourberie de Staline a conditionné l'atroce mégalomanie d'Hitler. Et la responsabilité directe de celui-là dans le déclenchement de la guerre de 1939 n'est pas plus contestable que celle de celui-ci.

Troisième confirmation. — Il est établi que le principe d'échange des nationaux formulé dans le pacte Hitler-Staline fut appliqué lors de *la livraison à la Gestapo par le NKVD des communistes allemands (et parmi eux des juifs) comme Margaret Buber-Neuman et Alexandre Weisberg.*

Staline interdit *toute propagande antifasciste* en U.R.S.S. et envoya des instructions à tous les partis communistes demandant que fut coupé court *au combat contre l'Allemagne fasciste et citant l'impérialisme anglo-français comme agresseur principal qui devait devenir la première cible de la propagande communiste* (cf. Medvedev : « le Stalinisme »).

Il est dans l'ouvrage de Pierre Daix d'autres confirmations de nos jugements sur les impostures et les atrocités du stalinisme. Et nous sommes d'accord avec lui pour estimer que la répudiation du stalinisme et la condamnation de Staline ne suffisent pas. Qu'il importe d'étudier, sans aucune pudeur, *« le côté noir du marxisme »*... c'est-à-dire de chercher les véritables causes de cette tragédie par laquelle le « marxisme » au pouvoir a bafoué tout ce qui motivait l'adhésion au marxisme des socialistes et communistes authentiques.

Roger HAGNAUER.

P.S. — On raconte encore que Staline a voulu duper Hitler en attendant le moment favorable pour attaquer l'Allemagne nazie.

Voilà qui est séduisant. *Mais absolument faux.* C'est Hitler qui prit le 21 juin 1941 l'initiative d'attaquer l'U.R.S.S. ... pour clore le conflit d'intérêts dans le bassin danubien — pour annexer les terres à blé d'Ukraine... et aussi par mégalomanie délirante.

Mais Staline a tout fait pour éviter la guerre avec Hitler, à laquelle l'U.R.S.S. n'était nullement préparée. Et dans les déterminations du monstre de Moscou, les thèses antifascistes et anti-hitlériennes n'ont joué aucun rôle.

L'anti-hitlérisme était — sur le plan des Etats — *exclusivement représenté par la Grande-Bretagne et les U.S.A.* C'est peut-être gênant de le rappeler, mais c'est de simple probité.

IL Y A VINGT ANS... BUDAPEST

A la mi-octobre 1956, le peuple hongrois, soumis depuis la fin de la guerre à l'implacable loi du vainqueur et à l'oppression de ses nouveaux maîtres imposés par ce dernier, relevait brusquement la tête. Ce qui se passait en Pologne, où le Kremlin venait de subir un gros revers avec l'élection de Gomulka comme premier secrétaire du Parti et la démission forcée du maréchal soviétique Rokossovski, jusque-là ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée polonaise, stimulait l'esprit de révolte dans les universités, les usines et les campagnes de Hongrie.

Une série d'événements, tels que la mort de Staline (1953), le rapport de Khrouchtchev au XXe congrès du P.C. de l'U.R.S.S., la réhabilitation posthume de Rajk, l'éloignement de Rakosi, instrument aveugle du Kremlin, donnait l'impression aux populations hongroises que l'heure était venue de tenter de desserrer l'étreinte. L'effervescence gagnait tous les milieux, y compris le Parti et les syndicats où depuis septembre quelque chose était en train de changer.

Le 6 octobre, les obsèques officielles de Rajk dont le corps avait été exhumé, donnèrent lieu à une manifestation monstre, la première depuis la fin de la guerre. Plus de cent mille personnes y participèrent. Du cortège, quelques centaines de jeunes se détachèrent pour se diriger vers le monument de Batthyani, héros national exécuté par les Autrichiens, avec d'autres conjurés, le 6 octobre 1846. En cours de route, comme au pied du monument, ils manifestèrent leurs sentiments en réclamant l'indépendance et la liberté.

Le branle était donné. Très vite dans les usines et les campagnes les revendications fusaient, l'exemple venant de la population ouvrière de l'île de Cespel, entre Buda et Pest.

C'est alors qu'intervint le Cercle Petöfi, formé en avril 1956 par des étudiants communistes plus ou moins dissidents. Reprenant à son compte les revendications ouvrières qui se multipliaient dans tous les centres industriels, ledit Cercle appela la population de Budapest à se rassembler en masse le 23 octobre pour « exprimer notre profonde sympathie et notre solidarité à l'égard de nos frères polonais dans leur lutte pour la liberté. » Cette attitude déconcerta les dirigeants du Parti qui, tout d'abord, interdirent la manifestation, mais finalement, devant l'ampleur que celle-ci prenait d'heure en heure, la laissèrent se dérouler.

Ce fut le point de départ des événements qui, jusqu'au 4 novembre, ensanglantèrent la terre hongroise.

Une partie des manifestants décida de se rendre aux abords du parc municipal où s'élevait l'énorme statue de Staline. Un câble fut passé autour du cou du « père des peuples » et des centaines de bras robustes lui firent subir le sort de la colonne Vendôme en 1871. Dans un énorme fracas, les deux cents tonnes de métal roulèrent dans la poussière.

Continuant sa route, la manifestation ne tarda pas à se trouver face à face avec la redoutable police politique du Parti, l'A.V.A.O., qui barrait l'entrée de la Maison de la Radio. Une délégation fut désignée pour aller demander qu'on laissât passer les manifestants.

L'A.V.A.O. la retint prisonnière. La foule de plus en plus nombreuse la réclama. La réponse fut donnée par les mitrailleuses.

Le 26 octobre, les chars russes entrèrent dans Budapest. Les combats durèrent trois jours. Les travailleurs hongrois, auxquels s'étaient joints les étudiants ainsi que des femmes et beaucoup de jeunes, opposèrent une résistance efficace qui força les Soviétiques à évacuer la ville. Mais ce n'était que pour y revenir, en force, cette fois.

***

Dès le 24, la grève générale avait été décrétée. Elle gagna les usines de la banlieue industrielle de Budapest et des autres agglomérations du pays.

Partout des conseils ouvriers étaient formés qui revendiquaient l'abolition de l'A.V.A.O., le retrait des troupes soviétiques, les droits civiques, la création de syndicats indépendants, la libre expression des partis politiques et l'amnistie pour tous les insurgés.

Les deux jours suivants, d'autres revendications furent encore formulées. Un Conseil national des Syndicats indépendants fut aussi formé. Vingt-cinq quotidiens de tendances diverses remplacèrent les cinq journaux officiels. C'en était trop.

Le dimanche 4 novembre, les chars russes, avant l'aube, investirent de nouveau Budapest qu'ils soumirent à un bombardement intense. Les autres villes industrielles subirent le même sort.

Ouvriers, étudiants, toute la population, y compris des femmes et bien entendu de tout jeunes garçons, opposèrent une résistance désespérée. Les cocktails Molotov s'abattirent sur les tanks dont beaucoup furent détruits.

C'est alors que Janos Kadar prit l'initiative de former, à une centaine de kilomètres au sud-est de Budapest, un nouveau « gouvernement des ouvriers et des paysans », et de « réclamer » aux dirigeants du Kremlin « une aide pour liquider les contre-révolutionnaires et rétablir l'ordre. »

On connait la suite.

Ce que l'on connait moins, c'est ce qu'a coûté aux travailleurs hongrois leur héroïque tentative de recouvrer la liberté. *Au minimum, une trentaine de milliers de morts et plus de cent cinquante mille déportés ou exilés.* Quant aux ruines, elles furent innombrables.

Que, chez nous, chacun y réfléchisse et, en lisant dans les nombreux ouvrages consacrés à la Révolution hongroise, le récit circonstancié des événements, en tire pour lui-même et le monde du travail, conclusions et enseignements.

Marcel BODY.

L'AMÉRIQUE, A BATONS ROMPUS

Cette année, j'ai passé mes vacances aux Etats-Unis. Ce n'est pas la première fois, ni même la deuxième. J'ai fait dans ce pays quatre séjours d'un à deux mois chacun, non en vertu d'un choix, mais par suite de circonstances familiales. Je préférerais aller visiter des pays que je ne connais pas du tout. Mais puisque, par suite de l'émigration de la famille de ma femme en Amérique, je suis amené à m'y rendre souvent, je m'efforce de la connaître et de la comprendre.

Je viens de relire l'article que j'avais écrit dans *la R.P.* à la suite de mon premier voyage aux U.S.A., en 1966. J'y parlais essentiellement de deux questions : la guerre du Vietnam, qui n'est plus maintenant qu'un souvenir, amer pour beaucoup d'Américains, et le problème racial, qui dure encore, mais m'a paru moins aigu. Les Américains blancs, m'a-t-il semblé, paraissent s'être accoutumés à la suppression de la ségrégation. Ce n'est qu'une impression, mais j'ai rencontré, en Floride, plusieurs couples mixtes, homme noir, femme blanche, une seule fois homme blanc, femme noire, et ceci aurait été impensable autrefois.

C'est en Floride et en Géorgie, en plein Sud, que j'ai séjourné cet été. Mais je ne parlerai pas ici uniquement de ce que j'ai vu au cours de ce dernier voyage, je m'efforcerai plutôt de faire la synthèse de mes différentes visites aux U.S.A.

Il faut signaler d'abord l'immensité du pays, dont récemment a parlé Aubery. Et le fait qu'il est divisé en cinquante Etats. Ce qui est vrai dans l'un peut ne pas l'être dans l'autre, et les constatations que j'ai pu faire ici peuvent ne pas être confirmées ailleurs. Disons que l'immensité, que j'ai ressentie aussi dans deux autres pays encore plus vastes, l'U.R.S.S. et le Canada, n'a pas que des avantages pour le voyageur de passage. Ici, l'auto est reine. Ne pas en avoir, c'est devoir recourir aux autres. Car les transports collectifs sont peu nombreux, et peu pratiques. Pour les grandes distances il y a les autocars Greyhound, les réseaux privés de chemins de fer, et surtout les avions. Les autobus qui permettent de circuler dans les petites villes, fort étendues car l'habitat y est peu groupé, sont peu fréquents et font des détours invraisemblables. Les Américains s'en soucient peu : chacun a sa voiture. Cela fait partie de l'indispensable. Il n'y a pas une auto par famille, mais une par personne à partir de l'âge de seize ans. On apprend à conduire aux élèves, dans les écoles même. Et l'on prend vite l'habitude de circuler sur des autoroutes sans fin.

Quant on arrive aux Etats-Unis, le contrôle des passeports est assez sérieux. Mais ensuite, on n'a pas du tout l'impression d'être surveillé. Nulle part on ne demande les papiers. Aussi ai-je perdu l'habitude, là-bas, de les mettre dans ma poche pour sortir, alors qu'en Europe je les ai toujours sur moi. Régime en apparence très peu policier. On conserve dans son passeport une feuille indiquant la date limite du séjour autorisé dans le pays, et lorsque l'on va monter dans l'avion pour le retour, cette feuille est retirée par les employés de la compagnie d'aviation eux-mêmes.

On a donc une impression d'assez grande liberté. Mais il y a des limites. L'Américain moyen a deux phobies, qui se confondent d'ailleurs en une seule : l'athéisme et le communisme. La religion est présente partout. Sur les autos, sur les boites aux lettres, sur les panneaux qui bordent les routes, on peut lire des slogans chrétiens. Sur les pièces de monnaie et les billets de banque, on lit « In God we trust » (nous croyons en Dieu). J'ai lu dans une brochure à l'usage des nouveaux immigrants cette définition de la liberté religieuse : « Le droit pour chacun d'adorer Dieu à sa façon ». Mais pas question de ne pas l'adorer du tout, de ne pas croire en Lui. En fait, un individu peut ne pas appartenir à une église, il n'y a aucun contrôle. Mais si l'on s'affirme athée, on est vite considéré comme un criminel potentiel, puisqu'il ne sera pas retenu par l'idée du châtiment divin, et l'on a vite fait de penser que vous êtes communiste.

En fait, le nombre de sectes religieuses est étourdissant. Proches l'une de l'autre, on trouve les églises de celles qui sont venues d'Europe : anglicane, méthodiste, baptiste, luthérienne, presbytérienne, adventiste, catholique, orthodoxe, et aussi celles qui s'intitulent « Eglise de Dieu, église du Christ, assemblée de Dieu ». Il y a encore les Quakers, l'Armée du Salut, et les sectes qui ont pris naissance en Amérique même, et qui semblent les plus étonnantes, les Mormons, les Témoins de Jéhovah. Tout ceci concerne les chrétiens. Il y a aussi les juifs et même des musulmans.

La coexistence de la religion avec une prospérité économique assez grande rend les Américains optimistes, et les pousse à croire à la vertu du système économique capitaliste. Que reprochent-ils au communisme ? Les crimes du stalinisme ? Oui, sans doute, la propagande anticommuniste les utilise. Mais on s'accommode assez facilement de ceux des dictateurs d'Amérique Latine, pourvu qu'ils soient opposés au communisme. La vraie raison de l'opposition à tout régime anticapitaliste, c'est l'idée que la liberté (un mot que l'on entend bien souvent là-bas), c'est avant tout la libre entreprise, la « compétition », la lutte pour gagner le plus d'argent possible.

On est persuadé que celui qui travaille s'enrichit, et que c'est une bonne chose. Aussi se méfie-t-on comme de la peste de tout système visant à transformer la société. L'argent paraît être le but de toute activité, ce qu'il y a de plus important au monde. Si vous faites une visite guidée d'une ville américaine, le guide ne manquera jamais de vous dire combien de millions de dollars a coûté la construction des principaux édifices. Aussi, quand j'entends parler de cette « révolution » coopératiste qui en Amérique se développerait et serait à la veille de remplacer une révolution prolétarienne défaillante, je suis fort surpris, car je n'ai trouvé là-bas aucune trace d'un tel mouvement.

Et les syndicats ? Je suis au regret de dire que je n'ai rencontré aucun Américain qui m'ait déclaré être syndiqué. Il est vrai que je n'ai guère séjourné dans les grandes villes industrielles. Par contre, j'ai rencontré des francs-maçons en très grand nombre. Et j'ai souvent vu, en passant, les locaux où ils se réunissent. Cette franc-maçonnerie américaine fait d'ailleurs très bon ménage avec les sectes protestantes, elle n'est pas du tout antireligieuse.

Les Américains s'intéressent assez peu à la politique. Les journaux que l'on trouve dans les petites villes sont sans intérêt : des pages et des pages de publicité et d'annonces, de longs articles sur les faits divers locaux, et les grands faits internationaux sont rapidement effleurés. Le seul événement qui émeut les foules, c'est la campagne pour les élections présidentielles. Je suis arrivé au moment où, le Parti démocrate ayant déjà désigné comme candidat Carter, c'était au tour des républicains de choisir entre Ford et Reagan. J'ai vu les débats de la Convention républicaine à la télévision. Un vrai cirque ! Les supporters des deux candidats s'affrontaient, coiffés de chapeaux extravagants, arborant des éléphants (cet animal est l'insigne du Parti républicain, alors que l'âne est celui du Parti démocrate), brandissant des pancartes aux slogans parfois curieux, comme : « Nous voulons Nancy comme première dame ! », Nancy étant la femme de Reagan. Les épouses des candidats, Nancy et Betty, étaient d'ailleurs présentes, distribuant des sourires. Et quand Ford eut obtenu la majorité, son candidat à la vice-présidence, Dole, vint présenter sa femme et sa fille, qui prononcèrent chacune quelques paroles. Curieuse compétition politique en vérité.

Quand on parle des villes américaines en Europe, on se représente les gratte-ciel. En réalité, il y a presque toujours un quartier central (downtown) aux tours élevées, entouré d'une infinité de maisons basses, sans étages, rarement jolies. A l'intérieur de ces maisons, il y a tout le confort : moquette à terre, salle de bains avec baignoire et douche, téléphone, machine à laver, frigidaire et, le plus souvent, un téléviseur dans chaque pièce. L'un de ces téléviseurs, au moins, est ouvert toute la journée, et l'on y jette tout juste un coup d'œil de temps en temps. Et si l'on veut regarder un film, la projection est interrompue toutes les dix minutes par une séquence de publicité, et sans transition. C'est agaçant. Or un Américain à qui j'en faisais la remarque m'a répondu : « Mais c'est grâce à cette publicité que nous ne payons pas de taxe de télévision. » Pour ma part, j'aimerais mieux payer la taxe que de regarder un film dans de telles conditions. Le petit commerce a presque disparu. On achète dans les grandes surfaces, où l'on vend de tout. Dans ces magasins, le client est roi : on se plie à tous ses désirs, on ne fait aucune difficulté pour échanger un article qui n'a pas plu, ou pour le rembourser. Les pauvres, les vieux sans ressources, paient les denrées alimentaires avec des tickets qui leur sont donnés par l'Etat. Mais pour tout achat ne concernant pas la nourriture, le prix marqué est toujours majoré d'une taxe.

La nourriture américaine est à la fois simple et trop carnée, trop riche en calories. Est-ce pour cela que l'on rencontre si souvent de jeunes Américains des deux sexes anormalement obèses, gros de partout, à tel point que l'on dirait qu'un nouveau type humain est né d'une mutation ? « Mauvais fonctionnement des glandes », dit-on. Mais d'où cela provient-il ? Je ne suis pas de ces Français qui ne peuvent sortir de leurs habitudes culinaires, et, en Amérique, je me mets sans peine au coca-cola. Mais je suis assez vite fatigué des hamburgers (biftecks hachés) et les hot dogs (petites saucisses, littéralement « chiens chauds »). On ne trouve guère aux U.S.A. de raffinements gastronomiques. Le café américain ne vaut pas le café français, ni le thé américain le thé anglais. On prend ses repas, le plus souvent, « sur le pouce ». Si l'on est en voyage et pressé, on trouvera le long des routes des restaurants d'où une servante vous apportera un plateau sans que vous deviez descendre de voiture. De même, on peut passer sans quitter son auto devant le guichet extérieur d'une banque, et régler toutes opérations sans cesser d'être assis devant son volant.

Et la morale sexuelle ? Il y a un curieux mélange de liberté et de puritanisme. Les jeunes semblent pouvoir rapidement faire leurs expériences. J'ai vu, dans l'Illinois, un distributeur automatique de préservatifs dans des w.-c. publics. On se marie et l'on divorce avec la plus grande facilité. Mais le rigorisme chrétien se manifeste parfois. Ainsi, dans le « Sentinel Star » d'Orlando (Floride), j'ai lu qu'une jeune femme, ancienne religieuse catholique, devenue auxiliaire de la police, avait trouvé un moyen original de lutter contre la prostitution. Habillée de façon provocante, elle arpentait lentement le trottoir de la ville où elle résidait. Lorsqu'un homme, trompé par son allure, l'accostait, elle donnait un coup de sifflet, et des policiers, cachés aux alentours, surgissaient et procédaient à l'arrestation du dragueur. Pas très joli, n'est-ce pas ?

J'ai assisté à une cérémonie au cours de laquelle a été octroyée la nationalité américaine à un certain nombre de personnes de tous âges, et des deux sexes. J'ai d'abord lu le questionnaire qu'une jeune femme avait eu à remplir (c'était le deuxième, depuis sa demande). J'y ai trouvé la question suivante : « Depuis votre demande, avez-vous adhéré à une organisation, entre autres au Parti communiste ? » Plus loin, cette série de questions : « Etes-vous polygame ou favorable à la polygamie, avez-vous commis un adultère, vous êtes-vous prostituée ou avez-vous bénéficié d'une façon quelconque de la prostitution, usez-vous de la marijuana ou d'une autre drogue, avez-vous l'habitude de vous enivrer ? » On est prévenu que si l'on ne peut répondre non à tout ce groupe de questions, on ne sera pas considéré comme de bonne moralité.

La cérémonie (car c'en est bien une) commence par une prière. Elle continue par des discours sur la liberté, la Constitution américaine. Puis, par petits groupes, les candidats vont prêter serment, et chacun d'eux reçoit un diplôme et un petit drapeau. Nouvelle prière, et toute l'assemblée se rend dans une salle voisine où sont offerts des verres de coca-cola et des biscuits.

Bref, la vie aux Etats-Unis me paraît très différente de celle de l'Europe, la mentalité de l'Américain moyen très différente de celle de l'Européen. La grande majorité des Américains est d'origine européenne, mais dans le milieu d'outre-Atlantique, les idées, la façon de vivre ont changé. Les nouveaux immigrants ont vite fait d'acquérir ce que l'on appelle l'« American way of life », la façon de vivre américaine.

Cette façon de vivre est-elle proche, du moins, de celle du pays qui a eu le plus d'influence sur le peuplement de l'Amérique du Nord, la Grande-Bretagne ? Oui et non. Il y a certes bien des points communs, qu'il s'agisse de la multiplicité des sectes religieuses, de la frugalité alimentaire, du goût du confort. Mais aux Etats-Unis, ces traits apparaissent plus accentués, poussés jusqu'aux extrêmes limites. Ce pays ressemble à la Grande-Bretagne, mais un peu comme une caricature ressemble à l'original. Et puis, en Grande-Bretagne, je sens dans le peuple les aspirations à une société plus juste, plus égalitaire, qui sont aussi les miennes, même si le socialisme est là-bas très réformiste, même s'il s'accommode des institutions monarchiques (qui pour beaucoup d'Anglais sont considérées comme un amusement : ils commencent à appeler la cour le « cirque royal », et les membres de la famille de la reine « les clowns »). Je n'ai jamais senti ces aspirations en Amérique.

D'autre part, j'aime l'Europe, ses vieilles villes, ses vieux monuments, ses rues étroites aux maisons qui rappellent les siècles passés, et je trouve que déjà elle est trop envahie par les autoroutes et le fracas des voitures. Je ne souhaite donc nullement que l'américanisme finisse par balayer tout ce qui fait son charme, ce charme auquel d'ailleurs beaucoup d'Américains sont sensibles quand ils viennent sur notre continent.

Certes, il y a bien des points positifs dans la société américaine, il serait vain de le nier. Le niveau de vie y est plus élevé que dans les autres pays. Mais il est regrettable que ceci ait pu pousser les Américains à se considérer comme les gendarmes de ce qu'ils appellent le monde libre, et je souhaite qu'ils laissent les autres peuples faire leurs expériences, même lorsqu'elles ne leur plaisent pas.

Jacques GALLIENNE.

CEUX QUI S'EN VONT

Jacques METIVIER

Notre bon camarade Jacques METIVIER vient de s'éteindre à l'âge de cinquante-quatre ans. Il était instituteur dans les Deux-Sèvres, et ses camarades nous précisent qu'il avait adopté la pédagogie Freinet. C'est par l'*Union Pacifiste* que nous apprenons sa disparition. C'était un pacifiste et un syndicaliste militant, de tendance libertaire et spécialement anarcho-syndicaliste. Voici longtemps que nous ne l'avions revu dans les congrès parisiens. Il fut aux « Amis de Han Ryner ». — C'est s'en aller bien jeune encore. — *L.S.*

DE LA THÉORIE DE L'AUTOGESTION A LA PRATIQUE DE LA COOPÉRATIVE

(suite)

La première coopérative que j'avais lancée l'avait été sous le couvert de deux délégués Baticoop, l'un titulaire domicilié à Lyon, l'autre stagiaire installé à Roanne. Il s'agissait de deux ex-présidents de groupes Castors recrutés par Michel Anselme le fondateur de l'association Baticoop, ancien secrétaire de l'Union des Castors et de l'Entente communautaire (communautés de travail dont Boimondau était la plus connue).

Professionnellement le délégué de Lyon était aussi directeur d'une société coopérative d'H.L.M. et celui de Roanne s'était fait détacher de l'Education Nationale pour assumer ses nouvelles fonctions.

Au printemps 1959, bien qu'ayant lancé 8 coopératives de 424 logements dans le Roannais et le Montbrisonnais, l'association Baticoop estimant que son délégué stagiaire manquait de compétence et de prudence (avis que je partageais), avisait celui-ci que sa délégation ne pourrait être renouvelée qu'à une société dans laquelle je possèderais au moins 50 % des parts sociales. Ce que nous refusions l'un et l'autre pour des raisons différentes et ce délégué roannais, qui aurait mieux fait de réintégrer l'enseignement, lançait alors une société privée de promotion qui devait en 1974 déposer son bilan avec un « trou » approchant 1 milliard d'A.F. paraît-il.

J'étais alors pressenti pour remplacer le démissionnaire, ce que je refusais encore car entre-temps j'avais découvert que Baticoop ne respectait plus les règles coopératives, en effet si les fondateurs de cette association avaient à l'origine annoncé la mise en place d'un réseau coopératif structuré démocratiquement de bas en haut avec des coopératives constituées pour chaque opération, fédérées dans des unions régionales et coiffées au sommet par Baticoop — Union de coopératives, bien vite devant le succès rencontré, au lieu de passer à la décentralisation des responsabilités, une fraction des dirigeants optaient pour la centralisation et substituaient à l'Union nationale coopérative une S.A.R.L. sans aucun contrôle de la base et les délégués régionaux devaient prendre le statut de travailleurs indépendants.

Plutôt que de participer à la mise en place de cette structure faussement coopérative, je préférais à titre conservatoire me rattacher et devenir salarié du délégué de Lyon qui me faisait part de son intention de se détacher de Baticoop, me proposait de transformer ensemble son « affaire personnelle » en coopérative régionale de production de logements et de prestation de services.

Constitution d'une coopération de production

Après une longue période d'études de la pratique et des règles juridiques des sociétés coopératives ouvrières de production et celles de consommation, avec l'aide du Centre pour le Développement de la Coopération (CE.DE.COOP) nous mettions au point des statuts proches de ceux d'une coopérative ouvrière de production, sauf que l'ancien délégué de Lyon voulait, au moins au départ, n'admettre comme associés salariés que ses cadres et ne pas prévoir d'intéressement du personnel aux bénéfices, préconisant que ceux-ci soient intégralement mis en réserve pour le développement de l'activité sociale de la coopérative.

Sur ma proposition cette société était dénommée CO.GE.COOP résumé de « COnstruire et GErer par la COOPération » qui devenait son leit-motiv.

Les constituants étaient pour moitié les cadres de l'ancienne délégation Baticoop qui devenaient salariés de la nouvelle société et pour moitié des personnes qualifiées pour leur expérience en matière de coopération et de logement social, à l'origine essentiellement des administrateurs de la coopérative d'H.L.M. lyonnaise dont l'ex-délégué Baticoop était aussi le directeur, le Conseil d'Administration était composé lui aussi pour moitié de cadres salariés et pour moitié de personnes qualifiées.

Ses règles

Pour bien se démarquer des organismes à but lucratif, nous inscrivions dans les statuts de COGECOOP les règles suivantes :

— les fonctions d'administrateur sont exercées gratuitement
— la rémunération des capitaux engagés ne peut excéder 6 %
— les bénéfices sont obligatoirement réinvestis dans des opérations de construction de logements
— l'incorporation des réserves au capital est interdite
— en cas de dissolution de la société, nul n'a aucun droit sur l'actif qui est dévolu à des coopératives de même nature ou à des œuvres d'intérêt général.

Si les principes et règles de fonctionnement avaient fait l'objet d'échanges de vues étalés sur de nombreux mois au terme desquels un certain consensus moyen s'était dégagé, la constitution du capital n'avait été qu'effleurée. L'accord s'était fait entre les cadres salariés pour souscrire des actions au niveau de trois mois de salaires, les personnes qualifiées étant invitées à souscrire au moins une action de 100 F, le surplus éventuel étant laissé à leur libre appréciation.

Mais si pour des militants ouvriers l'aspect capitaliste de la constitution d'une société apparait négligeable par rapport à la force de travail qui dans une société de prestation de services constitue l'essentiel des moyens de production, il n'en va pas de même pour un individu d'origine bourgeoise.

J'allais m'en rendre compte à cette occasion. Notre ex-patron tout naturellement désigné pour être le premier P.D.G. de notre société soutenait que notre activité nécessitant la mobilisation d'importants capitaux il était nécessaire pour donner confiance aux organismes prêteurs que dès le départ le capital social soit suffisamment important. Il proposait de faire évaluer la valeur commerciale des contrats que nous avions en cours d'exécution avec les diverses coopératives de construction et transformer ce « portefeuille » en actions d'apports.

La concentration capitaliste

Subitement le jour de l'assemblée générale constitutive, toutes les pièces nécessaires à cette constitution : bulletin de souscription et de versement, blancs relatifs au montant du capital complétés dans les statuts et déposés préalablement chez le notaire, nous nous apercevions que le principal fondateur s'était attribué toutes les actions d'apport, y compris celles provenant des contrats stéphanois, qui constituaient environ 1/3 du portefeuille et qui en fait, on s'en apercevra un peu plus tard en représentaient plutôt les 2/3, car le volume des contrats lyonnais était manifestement surfait et ne devait pas tenir ses promesses.

Ainsi sur 500 000 F de capital social, seulement 20 000 F étaient effectivement souscrits par 13 constituants, mais l'un d'eux s'attribuait à lui seul 480 000 F d'actions d'apport, plus 190 000 F en compte courant constitués par 45 000 représentant largement le mobilier et matériel de bureau de l'ancienne délégation Baticoop et 145 000 F à titre de règlement des contrats de mandats en cours.

A l'objection qui était élevée il était répondu que cette concentration du capital entre les mains du principal fondateur n'était qu'une mesure de prudence afin de garantir un bon démarrage de la coopérative et que les 480 000 F d'actions seraient ultérieurement

répartis entre tous les constituants salariés. De cette situation devait résulter le premier divorce dans les conceptions d'une structure coopérative et plus tard constituer un handicap qui ne fut surmonté qu'au terme de plusieurs années d'efforts et d'opposition pour arriver à ce que l'ensemble des coopérateurs soit mis en possession de la propriété des moyens de production de l'entreprise, car la promesse de répartir le capital social entre tous fut bien vite oubliée et même niée par celui qui l'avait accumulé entre ses mains.

Si au départ le volume d'activité de l'équipe opérationnelle stéphanoise était inférieur à celui de l'équipe lyonnaise, très rapidement le nombre des logements édifiés chaque année par l'équipe lyonnaise plafonnait puis chutait car certains terrains trop onéreux acquis avec de lourds emprunts ne pouvaient être supportés plusieurs années par la coopérative et ces terrains étaient alors cédés soit aux sociétés d'H.L.M. lyonnaises, soit plus généralement à des sociétés de promotion ou d'investissement à l'activité desquelles notre P.D.G. consacrait dorénavant la majeure partie de son temps.

Alors que l'équipe stéphanoise doublait chaque année son rythme de production qui rapidement devait atteindre les 3/4 de celui de la société avec des frais de gestion réduits, à Lyon la « folie des grandeurs » qui avait gagné le P.D.G. le poussait à gonfler le volume des frais du bureau lyonnais en augmentant l'effectif avec des cadres supérieurs au moment même où une saine conception de la gestion aurait voulu qu'il les réduise très sensiblement.

Et l'éparpillement d'un autocrate

La constitution d'une coopérative de production de logements sociaux n'avait été en fait pour l'ex-délégué Baticoop qu'une façon de se décharger sur d'autres de la conduite d'une activité qu'il avait assumée suffisamment longtemps à son gré, pour lui permettre d'entreprendre d'autres opérations plus honorifiques sinon plus rémunératrices.

Sous prétexte de pouvoir offrir des logements à toutes les catégories sociales de la population, après la coopérative d'H.L.M. des débuts, complétée par deux autres sociétés d'H.L.M. l'une de location coopérative, l'autre anonyme ; avec la participation de banques et compagnies d'assurances, il lançait une société de promotion dont il devenait directeur général adjoint, le P.D.G. étant au départ un homme de paille du Crédit Lyonais, ainsi qu'une société immobilière conventionnée gérant un patrimoine locatif construit par la Société Lyonnaise de Construction précitée, les capitaux d'origine ayant sensiblement les mêmes sources et les actions de cette dernière société étant cotées en bourse.

Pour assouvir sa soif de devenir le premier promoteur lyonnais et nourrir la fièvre « affairiste » qui l'avait gagné, notre P.D.G. perdait aussi une partie de son temps, et en faisait perdre encore plus à ses adjoints, à récupérer des sociétés de promotion en déconfiture dont il était flatté d'avoir été désigné liquidateur par le tribunal de commerce ; il acceptait bientôt la présidence de la chambre syndicale lyonnaise de la fédération des promoteurs, puis devenait le président provincial de cette fédération patronale et en 1974 il était nommé Président de la Fédérations Nationale des promoteurs-constructeurs (F.N.P.C.), poste qu'il occupe toujours.

Tony PEYRE.

(A suivre.)

Léonid PLIOUCHTCH s'adresse aux médecins

Cette lettre ouverte est déjà appuyée par plus de 600 médecins. Ils ont constitué un Comité des médecins contre la répression *dont le secrétaire est le* Docteur BUI, 15, rue Henri-Cardinaud, 94000 CRETEIL.

Je m'adresse à vous pour vous demander de sauver la vie de plusieurs de vos colèlgues médecins soviétiques qui sont aujourd'hui en prison.

Ces médecins sont :

Semion GLOUZMANN, Nikolaï PLAKHOTNIOUK et Mikhaïl STERN.

Nikolaï Plakhotniouk est un spécialiste du poumon ; jusqu'à son arrestation, il travaillait dans un sanatorium pour enfants tuberculeux. En 1970, il intervint publiquement pour prendre la défense du publiciste ukrainien Valentin Moroz, qui venait d'être arrêté. Au cours des deux années suivantes, il fut soumis à diverses persécutions. En 1971, en présence d'une citoyenne américaine (d'origine ukrainienne), Natalie Pilipiouk, il fut passé à tabac par des agents du KGB. Ses protestations et l'exigence qu'il formula de voir les coupables punis servirent au cours de l'enquête menée contre lui, d'indice de son irresponsabilité et de fondement au diagnostic porté sur lui de « manie de la persécution ».

Depuis octobre 1973, Nikolaï Plakhotniouk se trouve dans un hôpital psychiatrique prison. Son état de santé est grave : il a une tuberculose pulmonaire. Et je ne parle pas des tortures morales qu'il subit en se trouvant au milieu d'individus psychiquement malades et sans le plus petit espoir de libération.

Mikhaïl Stern est né en 1918. Avant son arrestation, il travaillait comme directeur du service polyclinique de consultations d'un dispensaire d'endocrinologie. En mai 1974, il fut arrêté pour avoir donné l'autorisation à son fils, Auguste, de partir en Israël. L'accusation a été entièrement fabriquée, du premier au dernier mot. On a accusé Mikhaïl Stern d'avoir reçu « des pots de vin », et même d'avoir « délibérément empoisonné des enfants ». Au cours même de son procès, il fut démontré que toutes les accusations étaient de pures affabulations ; des témoins revinrent sur leurs dépositions, en affirmant qu'elles leur avaient été arrachées par des pressions diverses.

Mikhaïl Stern fut condamné à huit ans de régime renforcé et à la confiscation de ses biens. Il est gravement malade : il souffre d'une tuberculose pulmonaire avec infiltrat, d'un ulcère, d'une angine de poitrine, d'une ostéonchondrose, d'une discarthrose, et il a des calculs rénaux. Il ne pourra pas supporter la détention à laquelle il est condamné.

Semion Glouzmann est psychiatre. Arrêté en 1972, il a été condamné à sept ans de régime sévère, et à trois ans d'exil. Motif de son arrestation : la rédaction d'une contre-expertise dans l'affaire du général Grigorenko, alors condamné à séjourner dans un hôpital psychiatrique spécial, après qu'eût été porté un diagnostic de « schizophrénie à développement lent ». Dans le camp où il est interné, Semion Glouzmann a rédigé avec un détenu politique, V. Boukovski, un *Manuel de Psychatrie à l'usage des dissidents*, où il analyse la jurisprudence soviétique dans les questions d'internement d'individus sains d'esprit dans des hôpitaux psychiatriques, et qui fournit des recommandations sur la manière de se comporter lors des expertises.

On menace aujourd'hui Semion Glouzmann d'une seconde condamnation à cause de la publication de ce Manuel en Occident, et pour les lettres de protestation qu'il a rédigées contre la manière dont on bafoue les détenus dans les camps.

Nous nous adressons à vous, collègues de Plakhotniouk, de Glouzmann et de Stern, pour vous demander de condamner les pratiques inhumaines qui consistent à condamner et à anéantir des hommes pour « dissidence », pour leur désir d'être libres.

PIERRE MONATTE TEL QU'EN LUI-MÊME...

Dans son dernier livre, *Les organisations patronales en France* (1), Georges Lefranc note au sujet de celles-ci : « Lent et progressif cheminement d'*un mouvement que n'anime pas un souffle puissant*. Rien qui, du côté patronal, puisse se comparer, du côté ouvrier, avec le syndicalisme révolutionnaire. » Lefranc n'est pas suspect de sympathie pour cette sorte de syndicalisme, mais ce qu'il dit est vrai. Après l'affaire Dreyfus et la période des attentats anarchistes, que serait devenu le mouvement ouvrier dans ce pays sans le souffle puissant du syndicalisme révolutionnaire ?

Il n'empêche que ce mouvement, animé avec flamme et lucidité, reste ignoré de la plupart des militants en 1976. Il n'y a pas de traité théorique sur le syndicalisme révolutionnaire. « C'est dans l'action plus que dans les livres qu'on doit l'aller chercher », disait Monatte au Congrès International Anarchiste d'Amsterdam en 1907. Voici cependant, aujourd'hui, un livre qui est mieux qu'un traité théorique, un livre qui est action, qui respire, qui inspire l'action : ce choix de textes de Pierre Monatte réunis sous le titre *La lutte syndicale* par Colette Chambelland (318 pages, collection « Bibliothèque Socialiste » n° 32, édition Maspéro, prix 45 F).

Un livre d'action ? Ecoutez plutôt : « Quand quelqu'un déclare qu'il n'y a rien à faire chez lui, dans sa corporation, dans son quartier, dans son milieu régional, c'est justement que tout y est à faire. » (p. 146) Ou plus loin : « Les révolutionnaires, tout au long de ma vie, ne furent jamais nombreux... Il ne faut pas se leurrer et prendre les révolutionnaires professionnels ou les aspirants commissaires du peuple pour de véritables révolutionnaires... Pourtant, il faut que le levain ne disparaisse pas, pour qu'un jour, les circonstances venant, la pâte lève. » (p. 205) Et c'est cet optimiste incorrigible que des adversaires ont traité d'aigri, de pisse-vinaigre ! Des adversaires ? Non, des aveugles.

Il est vrai que dans la polémique, dans la discussion, Monatte savait frapper juste. On se rappelle la fameuse citation de Renan au congrès C.G.T. de Lyon en 1919, la comparaison avec Judas de ceux qui avaient renié le syndicalisme révolutionnaire et l'internationalisme zimmerwaldien : « L'administrateur avait tué l'apôtre en lui ! » Et après le coup porté, l'appel à l'action : « Eh bien, dans notre mouvement, où il faut que l'administrateur et l'apôtre ne fassent qu'un seul corps, trop souvent l'administrateur tue l'apôtre ! » (p. 176)

N'est-ce pas là, d'ailleurs, une idée centrale dans la conception que Monatte se fait du mouvement ouvrier ? Des administrateurs qui soient aussi des apôtres, des apôtres qui aient en permanence des soucis d'administrateurs. Sous diverses formes, dans toutes sortes de circonstances, il y revient tout au long de sa vie. Dans ses souvenirs, écrits en 1959, sur la fondation de *La Vie Ouvrière*, cinquante ans plus tôt : « J'étais frappé par diverses lacunes et faiblesses du mouvement. Manque de militants ayant de la jugeotte et de la flamme. Il ne s'en formait pas. » (p. 69) De la jugeotte donc de bons administrateurs, et de la flamme comme des apôtres. Et cette question posée en 1957 : « Le syndicalisme va-t-il connaître une nouvelle grande période ? Dans dix mois ou dans dix ans ? Il n'est pas interdit de le penser, mais à condition que la classe ouvrière, chez nous comme ailleurs, soit capable d'un tel effort. » (p. 311) De 57 à 68, il n'y a guère eu plus de dix ans et si vous trouvez que ce fameux printemps 68 n'a pas porté les fruits qu'on aurait pu en attendre, demandons-nous si nous avons su fournir l'effort de lucidité et d'organisation nécessaire.

Alors, reprenons ce livre si bien réalisé par Colette Chambelland. Elle avait le choix dans l'ensemble des articles, des brochures écrits par Monatte. Le choix ou plutôt l'embarras du choix. Pris par l'action, Monatte lui-même n'avait jamais eu grand souci de réunir en volume ce qu'il dispersait au feu de l'actualité. Une exception, en 1958 : sous le titre *Trois scissions syndicales*, on trouvait des textes de 1906, sur 1921, sur 39 et 48, une étude sur la presse syndicale et le récit passionnant « Amis de quarante ans » qui avait servi de préface au *Socialisme et liberté* de F. Brupbacher. Mais ce recueil est épuisé depuis longtemps. Et puis, axé sur les crises, sur les scissions, il avait aussi un goût d'amertume qui convient mal à l'image vraie de Monatte.

Autre ouvrage épuisé (mais espérons que le courageux Maspéro le rééditera), l'admirable *Syndicalisme révolutionnaire et communisme, les archives de Pierre Monatte (1914-1924)*, réalisé par Jean Maitron et Colette Chambelland à partir des lettres reçues par Monatte pendant cette période cruciale. Prodige que dans ce livre on sente Monatte présent alors que ses lettres à lui n'y figurent pas. Il y est pourtant, grâce à ses correspondants d'alors, mais en « creux » comme diraient les fondeurs. On pouvait donc souhaiter disposer d'un livre qui nous redonnerait Monatte « en relief », Monatte tel qu'en lui-même ses articles ou ses souvenirs, de 1905 à 1960, nous le font revivre. Ce livre, nous l'avons avec *La lutte syndicale*. Il faut en remercier, en féliciter Colette de l'avoir réalisé et Maspéro de l'éditer.

Choix judicieux des textes réunis. Nous revivons les premières armes, dans le pays minier en 1905 et après « Courrières, un crime capitaliste » en 1906. Ensuite, les principes avec le congrès d'Amiens, celui de la Charte, et le discours déjà cité d'Amsterdam.

Un ensemble de textes sur *La Vie Ouvrière* nous permet d'apprécier, si nous n'en étions pas déjà persuadés, quelle réussite exceptionnelle fut la petite revue à couverture grise. En marge du mouvement ouvrier, il y avait eu les *Pages libres* de Charles Guieysse qui, avec les universités populaires, représentaient déjà un effort sérieux de formation et d'information. Mais *la V.O.*, c'était autre chose ; pas en marge du mouvement, dans le mouvement ou le mouvement lui-même. On doit reconnaître que, depuis, on n'a jamais fait mieux ni même aussi bien ; même les meilleurs numéros de *la R.P.* Les conditions de vie d'une revue ne sont plus les mêmes mais y a-t-il, aujourd'hui moins qu'hier, besoin d'une information, d'une réflexion libre en prise directe sur le mouvement syndical ?

Il faut donc relire ces pages dans la lumière crépusculaire de 1976. Les questions importantes ne se posent plus de la même façon mais il y a autant que toujours besoin de les analyser. Car ce crépuscule peut être celui de l'aube, une aube qui nous trouverait démunis « pour que la pâte lève »...

Etant mobilisé, c'est dans les tranchées que Monatte écrivait sa série d'articles « Réflexions sur l'avenir syndical » pour *l'Ecole Emancipée* de 1917. « Il s'agit de trouver les laboureurs qui, dans le froid glacial de l'indifférence, traceront les premiers sillons et prépareront la terre. Ils existent, nous le savons. » Toujours la même préoccupation, la même confiance inébranlable.

Les difficultés de l'après-guerre, reniement des uns, lassitude ou lâcheté des autres, Monatte n'abandonne pourtant pas. Puisque *la V.O.* est tombée en mauvaises mains (et elle ne s'en relèvera jamais), avec le noyau de ses vieux amis et des plus jeunes comme l'était à l'époque Maurice Chambelland, il fonde *la R.P.* Depuis 1925, chaque génération de syndicalistes y a trouvé à se désaltérer, à se réconforter. En 1936, quand Monatte écrivait « La classe ouvrière reprend confiance en elle ». Dix ans plus tard (quelles années, il faut dire !), son interrogation « Où va la C.G.T. ? » faisait craindre des lendemains qui allaient chanter diablement faux. Et *la R.P.* allait être bien utile aux syndicalistes bousculés

---

(1) 420 pages, édition Payot.

des années 50, quand le père des peuples avait encore toute sa cour de dévots.

Un chapitre, celui des années 30, du comité des 22 pour l'unité syndicale, de la lutte des minorités à l'intérieur de la C.G.T.U., ne figure ici que pour mémoire. Colette entend y consacrer un autre volume. Souhaitons qu'elle le réalise assez vite : s'il y a besoin de réfléchir aux conditions de l'unification syndicale, c'est bien maintenant. Pourquoi le syndicalisme ne connaîtrait-il, dans un avenir proche, une nouvelle grande période ? Affaire de circonstances et de militants avertis. Tels que ce livre contribue à en former.

Oui, ce livre est, comme la vie de Monatte, une leçon d'action et d'effort lucide. Mais il n'est pas que cela. Ne comptons pas pour peu le plaisir de retrouver le style de Monatte. On n'avait pas oublié : quand arrivait *la R.P.*, on se précipitait sur « Le carnet du sauvage » car il y avait aussi ce que Barthes appelle le plaisir du texte. Clair, incisif, vivant. Polémique souvent mais sans rien contre les personnes. Lutter toujours pour les idées auxquelles il avait décidé une fois pour toutes de rester fidèle : fidélité à la classe ouvrière, à l'internationalisme. « Ne pas se duper soi-même et ne pas duper les autres ». Chez lui, les tâches difficiles de l'administration de *la Vie Ouvrière* n'avaient entamé ni l'ardeur ni la lucidité de l'apôtre.

Ce qu'on retrouve, tout au long de sa vie, inaltéré par l'âge, dans son style. Essayez d'en faire autant et vous verrez que ce n'est pas facile. A partir d'un détail ou d'un fait qui paraît secondaire, éclairer une situation, indiquer une voie pour mieux comprendre ou pour agir. Rien qui soit aussi peu de la théorie. Peut-être même, si on lit vite, n'y voit-on que du bon journalisme vivant. Alors, relisons, apprécions la construction. Il n'écrivait que lorsqu'il « sentait » son sujet, il l'avait longuement mûri. En particulier au cours des lectures les plus variées. Je n'ai pas connu de lecteur aussi scrupuleux, aussi attentif, aussi persévérant. Avoir été jusqu'à lire *Les Communistes* d'Aragon ! Non seulement il avait lu, mais il avait retenu, noté. Sans doute ne suis-je pas le seul à lui devoir des bonnes méthodes de lecture et de documentation. En plus, lui, il savait digérer ses lectures et s'en servir.

Autre trait de son style, le respect qu'on y sent pour les hommes sincères. Pas seulement ceux qui avaient mérité son amitié, mais aussi pour des hommes dont les voies avaient pu s'écarter de la sienne. Monatte ne pouvait comprendre l'aveuglement du Romain Rolland vieilli sur l'U.R.S.S. de Staline mais il restait reconnaissant à celui qui, avec Trotsky, en 1914, avait sauvé du désespoir la poignée des résistants de l'union sacrée.

Il y a aussi le journaliste impertinent parce que trop pertinent. Relisez, dans « Où va la C.G.T. ? » de 1946, le discours imaginé que Jouhaux aurait dû adresser à de Gaulle qui, à l'époque, voulait occuper la rive gauche du Rhin. D'abord ce rappel : « Proudhon prophétisait, il y a quatre-vingts ans, « La fin du militarisme est la mission du XIXe siècle, à peine de décadence indéfinie ». Et Monatte d'ajouter : « Ce que n'a pas fait le XIXe siècle, c'est au XXe de le faire. Et de se hâter de le faire. Voilà, Général de Gaulle, ce que nous avions besoin de vous dire. » Ce que nous avons besoin de redire, tous azimuts, comme on dit aujourd'hui, aussi bien à gauche qu'à droite.

Décidément, il y a tout dans ce livre, tout ce dont nous avons besoin aujourd'hui pour que la pâte lève.

Gilbert WALUSINSKI.

A TRAVERS LES LIVRES

LE P.C.
de Jean ELLEINSTEIN (chez Grasset)

Etrange personnage que ce professeur Elleinstein, communiste et jetant par-dessus bord tout ce qui fut jusqu'ici l'orthodoxie communiste (le communisme de « l'ère théologique », dit-il). Il nous avait déjà ébahis avec son précédent ouvrage « Le phénomène stalinien » considéré comme un « accident de l'histoire ». Hier encore, alors qu'il était déjà membre du parti, il ne serait pas allé jusqu'au bout du premier chapitre avant d'être chassé, « anathémisé » comme il le dit Aujourd'hui, malgré les « énormités » qu'il écrit dans son dernier ouvrage, il est encore membre du P.C. et même candidat du parti dans le 5e arrondissement de Paris. Cela suffirait à prouver qu'il y a quand même quelque chose de changé dans la pratique externe du parti communiste.

Remarquez qu'à sa place je ne serais pas tout à fait tranquille. Il y a des honneurs qui précèdent de peu la disgrâce. Je ne l'apprendrai pas à cet historien, et surtout à cet historien de son parti. Dans plusieurs publications officielles du P.C., on a déjà pris les distances et protégé les lendemains. Mais enfin on le tolère. Pour le moment, il rend bien service.

Qu'est-ce qu'on tolère ? Des choses comme celle-ci : balancer, cul par dessus tête, tout ce qui vient de l'U.R.S.S. et faire du socialisme « à la française », ici où les conditions sont « radicalement différentes ». Cette expression, Elleinstein l'emploie à répétition, plus de dix fois. Il n'a pas l'air de savoir, cet historien, que les vieux social-démocrates français ont refusé, en 1920, l'adhésion à l'Internationale communiste, parce que les conditions françaises étaient « radicalement différentes ». Il y va même plus fort que ça encore : il écrit (p. 154) qu'on ne peut amalgamer des partis communistes dont les idées sont « radicalement opposées » ! Il nous prend quand même trop pour des chérubins quand il écrit à la même page que : « les communistes français ne sont en rien responsables de ce qu'on fait les communistes soviétiques en 1937 ou de ce qu'ils font aujourd'hui ». Il sera peut-être écouté des jeunes adhérents de trois ou quatre ans d'ancienneté dont il nous dit qu'ils composent 60 % de l'effectif actuel du parti, ce qui explique en effet beaucoup de choses. Depuis 1937, et même avant, jusqu'à 1956, et même après, les dirigeants du P.C.F. ont fait chorus avec les contre-révolutionnaires staliniens, ils ont léché les bottes sanglantes de Staline au moment de ses crimes les plus flagrants, ils les ont approuvés, ils ont craché à la face des pionniers de la révolution russe que Staline exterminait. Mais non, ils ne sont pas responsables ! Au fait, Elleinstein lui-même, adhérent en 1944 a vécu à l'aise pendant douze ans la pire période stalinienne, celle où la flagornerie et la complicité atteignirent leur paroxysme. Au moins qu'il l'avoue librement, comme d'autres le font.

Nous n'en finirions pas de citer, presque à chaque page, ce qui aurait fait scandale hier encore et justifié l'exclusion immédiate. Encore une de ces « énormités » : « *En mars 1921, le Xe congrès du P.C. soviétique décidait d'interdire les fractions à l'intérieur du parti. Il est clair que l'application mécanique de cette décision et son extension dans tous les partis membres de l'Internationale communiste ont eu des conséquences fâcheuses dans la vie des partis communistes jusqu'au milieu des années cinquante...* » Vous avez bien lu, Tillon et combien d'autres !

Laissons cela (les lecteurs en dégusteront bien d'autres). C'est d'un parti nouveau, entièrement nouveau, d'un autre parti dont nous parle Elleinstein. Il veut nous le rendre « transparent ». Pour cela il accumule les chiffres qui lui ont été fournis par la section d'organisation du parti. Il en ressort qu'au 1er juillet 1976,

le P.C. aurait 493 500 adhérents. Nous ne discuterons pas ces chiffres, encore qu'il serait possible d'y relever bien des choses qui ne collent pas. Je ne veux seulement que faire réfléchir sur ce point : comment se fait-il qu'avec un tel effectif, « l'Humanité », l'organe du parti, ne tire qu'à moins de 200 000 exemplaires ; comment se fait-il que, pour 128 500 adhérents dans la région parisienne (p. 101), la vente de « l'Huma », pour la même région, soit de 22 000 exemplaires (p. 84) ?

En rendant compte d'un précédent livre du professeur Elleinstein, nous émettions l'hypothèse qu'il ne ferait pas de vieux os dans le P.C.F. Il est bien possible que nous nous soyons trompés et que le parti tolère maintenant, s'il ne les encourage pas, de telles incartades. Cela prouverait indubitablement qu'il a changé. Mais le mal est fait. Il est bien loin d'être guéri. Nous ne pouvons pas, aussi allègrement qu'Elleinstein, faire table rase d'un tel passé. Comme dit notre ami Walusinski, il y a « le présent du passé ». — *R.G.*

EUGENE VARLIN

par Maurice DOMMANGET

La Ruche ouvrière vient de publier en brochure un texte de Maurice Dommanget, fragment de la série « Les belles figures du prolétariat », éditée en 1926. Ce texte est précédé d'une préface d'André Devriendt, et d'un avant-propos des éditeurs sur Maurice Dommanget. Il est suivi de deux articles d'Eugène Varlin. Il ne faut pas manquer de lire ou relire cette biographie d'une des plus pures figures du mouvement révolutionnaire. Né en Seine-et-Marne, à Claye, Eugène Varlin alla à l'école jusqu'à treize ans, puis commença la vie difficile de l'ouvrier de la fin du XIX[e] siècle. Il devint relieur tout en perfectionnant son instruction par ses propres moyens. Et il devint un des principaux militants de la Société des relieurs. Il fit partie de la délégation ouvrière qui se rendit à l'Exposition Internationale de Londres en 1861, et s'intéressa au sort des ouvriers anglais. En 1864, il signa le Manifeste des Soixante, puis joua un rôle important dans la grève des relieurs.

Dès la fondation de l'Internationale, Varlin y adhère. Sa vie de militant le conduit à l'étranger. Il fait la connaissance de Marx, de Bakounine. Il s'occupe de créer des coopératives ouvrières, y voyant non un moyen d'émancipation totale du prolétariat, mais un type d'organisation permettant d'améliorer le sort des ouvriers. Varlin connait la répression, la prison. Mais c'est à son rôle dans la Commune de Paris qu'il doit sa notoriété. Il est élu au conseil de la Commune dans trois arrondissements à la fois, et il dirige les finances avec Camélinat. Il se bat au cours de la Semaine Sanglante, et s'efforce en vain d'empêcher le massacre des otages. Et c'est lui qui, après la victoire des Versaillais, sera dénoncé, martyrisé, massacré. Il n'avait pas encore quarante-deux ans. Dans sa vie trop brève, on ne peut trouver trace de la moindre compromission, de la moindre faiblesse. Il est demeuré toujours digne de la voie qu'il avait choisie.

Oui, tous nos camarades doivent lire cette brochure.

J. G.

LE CINQUIEME EVANGILE

de HAN RYNER, avec une préface de Franz HELLENS
(Un vol. Ed. Pierre Belfond, 39 F)

Le Cinquième Evangile a été publié en 1910. Sauf dans des milieux protestants, il fut accueilli par le silence hostile de la critique bien-pensante. Les mentalités ont évolué depuis trois quarts de siècle que le livre a été écrit. Il vient d'être réédité. C'est un ouvrage précurseur, venant avant les travaux d'Alfred Loisy, pour une modernisation des représentations sur les origines du christianisme. Or, ce livre n'a pas vieilli. C'est qu'il considérait la formation des idées chrétiennes d'un point de vue profond. Il partait de l'étude du milieu et des courants essentiels qui s'y faisaient jour. En effet, il semblait à Han Ryner qu'il était devenu impossible de tenter désormais une biographie d'un personnage « historique » nommé Jésus. Les couches légendaires qui s'étaient opérées venaient de côtés opposés, très complexement.

Le centre des idées religieuses qui s'épanouirent aux environs des débuts de notre ère se concentra dans la fusion de deux tendances morales : la conception juive du Juste, que l'on peut rattacher au prophétisme du second Isaïe, universaliste, et concurremment, la méditation hellénique du Sage, venue principalement de la pensée stoïcienne. On peut préciser cette représentation par les idées du grand syncrétiste Philon d'Alexandrie, dont l'influence ne peut être sous-estimée.

Han Ryner a exprimé cette réunion en tentant d'inclure les deux courants éthiques, et de les synthétiser dans un personnage complexe, à qui il a donné le nom de Jésus. Il a harmonisé ce dessein en donnant à son Evangile, le « Cinquième », la forme même des Evangiles canoniques. Il a apporté ses redressements vis-à-vis de la légende imposée par l'Eglise, qui a notablement déformé les primitives poussées spirituelles. Il a, en la dégageant des interprétations ultérieures, créé une légende appuyée sur les textes traditionnels. Elle conserve l'accent émouvant de l'ambiance évangélique. C'est un poème. Ainsi échappe-t-il aux discussions d'une critique purement textuelle, et aux investigations de la recherche historique, toujours remises en question. Il reste actuel par l'adaptation moderne dans sa traduction du message proféré par les groupes croyants autour des débuts du premier siècle. Il s'accorde par avance aux découvertes de manuscrits faites voici trente ans, sur les bords de la mer Morte. M. Dupont-Sommer les a reconnus pour esséniens. Le « Maître de Justice » a quelque peu bouleversé les notions sur les indices de formation de l'esprit chrétien. Or Han Ryner a compris dans son personnage de Jésus des contacts esséniens.

Je ne puis développer tous les côtés qui mènent à une compréhension actuelle et durable de la pensée de Han Ryner en ces matières. Je ne veux que souligner la réussite littéraire de ce travail de synthèse historique et philosophique. Il ne comporte aucune difficulté de lecture. Ce n'est pas un ouvrage de « spécialiste » apparent. Ces récits, ces paraboles et discours vivent, et sourient souvent.

On pourra simplement s'étonner qu'un livre de cette qualité n'ait pas encore été reconnu dans sa valeur profonde. Il y a en lui une ferveur certaine pour le personnage rêvé qui fut cher à l'enfance de l'auteur. Il l'a transfiguré et l'a créé comme un être véridique.

Han Ryner reste en partie méconnu, pour une foule de préjugés à son égard. Esprit libre, il a cherché à dire avec force et grâce une pensée tout humaine sur un Jésus né de l'homme et de la femme, qui vit une existence simplement humaine.

J'engage nos camarades, non seulement à lire ce livre, mais à le faire entrer dans les bibliothèques. — *Louis SIMON.*

AUTOGESTION ET CONDITIONS DE TRAVAIL

de Daniel MOTHE (Editions du Cerf)

Nous connaissons bien le camarade Mothé, et pas seulement par les livres qu'il a déjà écrits sur la condition des travailleurs des grandes entreprises. C'est un ouvrier et un militant. Je n'ose pas dire que c'est un ouvrier « intellectualisé ». Il ne serait peut-être pas content. C'est un ouvrier instruit, très instruit. Il le montre encore dans cet ouvrage où il arrache le masque de « l'organisation scientifique du travail ». Il nie son caractère scientifique parce qu'elle néglige volontairement bien des facteurs qui font que l'ouvrier est un homme, non une machine à produire, même si, sincèrement, on veut protéger son intégrité comme on protège celle d'une machine, et si l'on considère son cerveau comme « un système de traitement de l'information ».

Mothé est très savant sur ce point. Je ne lui reprocherai pas de l'être trop. Tout au plus je regretterai que, dans son étude complète et fouillée des différentes écoles « scientifiques » qui se penchent sur les conditions de travail, il emploie trop le langage de ces spécialistes qui « organisent » l'exploitation rationnelle de la force de travail. Il sait pourtant que le jargon des technocrates, incompréhensible par le vulgaire, est un des moyens de séparer l'élite qui sait, qui prétend savoir, des exécutants qui n'ont pas besoin de savoir.

On retombe dans le taylorisme. Mothé montre qu'on n'en sort pas tant que la conception même de l'entreprise industrielle n'a pas changé, que cette entreprise soit capitaliste ou déclarée socialiste. Il n'y a pas que la chaleur et le bruit ou autres nuisances mesurables qui constituent « les conditions de travail », il y a aussi ce qui se passe dans « le monde intérieur » du travailleur. Même les quinze paramètres retenus par le L.E.S.T. (Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail d'Aix-en-Provence) sont insuffisants à rendre compte, sinon des conditions matérielles du travail, mais de la condition de l'homme au travail. Il y a une « mutilation » de ceux qui n'ont pas de responsabilité, qui ne sont que des exécutants. Mothé montre fort bien la répercussion dans le mouvement ouvrier de cette mentalité de simple exécutant.

Il dénonce le mythe du progrès technologique pour résoudre le problème des nuisances et des contraintes imposées dans le travail. Le progrès technologique, l'automation ont augmenté le nombre des non-qualifiés, notamment dans ce qu'on appelle le secteur tertiaire.

La solution n'est pas dans un taylorisme amélioré. Elle est dans une conception toute nouvelle de l'entreprise, espace où l'homme passe une partie de sa vie et qui doit être en conséquence un milieu humain. Il faut un autre « projet » que celui qui est à la base de l'entreprise conditionnée par le rendement maximum. Le projet autogestionnaire change complètement le mode de production et le milieu dans lequel la production s'opère. L'autogestion ne supprime pas toutes les contraintes du travail. Elle donne au travailleur le choix de ces contraintes.

Mothé propose déjà un certain nombre de solutions ponctuelles contre les « nuisances » du travail, contre l'excès de réglementation, contre la structure hiérarchique de l'entreprise. Il ne se plaindra pas si certaines de ses propositions provoquent la discussion, la contestation. Il écrit par exemple qu'il ne faut pas « obliger » tous les salariés à cesser toute activité à soixante-cinq ans, ni « obliger » tous les jeunes à « subir » l'école jusqu'à seize ans.

Dans cette question du « mieux-être » dans le travail, la solution globale n'est pas entre les mains des savants, elle est dans celles des travailleurs eux-mêmes. C'est, je crois, la conclusion à tirer de l'ouvrage du camarade Mothé. Inutile de dire que cette conclusion nous plaît.

R. G.

LES REMOUS DE PÉKIN

Il y a quelque chose à la fois de dérisoire et de pénible dans ces nouvelles qui nous parviennent de Chine, quelques semaines seulement après la mort de Mao.

« Le peuple » est appelé à ratifier après coup une révolution de palais qui élimine les maîtres d'hier pour introniser — jusqu'à nouvel ordre — de nouveaux dirigeants infaillibles.

C'est du pire stalinisme. Voici comment les Cahiers de la Chine Nouvelle *présentent les choses, le 25 octobre 1976 :*

« Le camarade Houa Kouo-feng est le continuateur que le président Mao, notre grand dirigeant, avait lui-même choisi et désigné. En effet, en avril 1976, le président Mao avait proposé que le camarade Houa Kouo-feng assume les fonctions de premier vice-président du C.C. du P.C.C. et de Premier ministre du Conseil des affaires d'Etat. Le 30 avril, le président Mao écrivait de sa main au camarade Houa Kouo-feng :

« C'est toi qui diriges els affaires, alors je suis tranquille. »

« ... Le Comité central du parti, avec à sa tête le camarade Houa Kouo-feng, a écrasé le complot de restauration contre-révolutionnaire tramé par la « bande des quatre », écartant ainsi un grave fléau qui menaçait notre parti. Cela fait longtemps que Wang, Tchang, Kiang et Yao, associés en une « bande des quatre », se livraient à des activités sectaires visant à diviser le parti. Le président Mao, notre grand dirigeant, s'en était aperçu très tôt et à maintes reprises, il leur avait adressé des critiques sévères et s'était efforcé de les éduquer ; il avait, en outre, pris des dispositions en vue d'apporter une solution à leur cas. Le 17 juillet 1974, il les critiquait en ces termes :

« Prenez garde ! Ne formez pas une petite secte à quatre ! »

. . . .

« Le 3 mai 1975, le président Mao réitéra, à une réunion du Bureau politique du Comité central, les trois principes fondamentaux sur ce qqu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire, et formula cette mise en garde à l'adresse de Wang, Tchang, Kiang, Yao :

« Il faut pratiquer le marxisme-léninisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer intrigues et complots, ne formez pas une bande à quatre, ne faites plus cela ; mais pourquoi continuez-vous toujours ? »

. . . .

« Aux critiques du président Mao et aux efforts qu'il fit pour les éduquer, la « bande des quatre » opposa une attitude de contre-révolutionnaire à double face, les aceptant en apparence pour s'y opposer dans les faits ; n'ayant pas le moindre désir de repentir, elle a continué de plus belle et s'est enfoncée toujours plus loin dans sa voie erronée. »

Un jugement sévère sur le gouvernement de l'URSS

« Une poignée de bourgeois bureaucrates monopolistes incarnés par Brejnev exerce une dictature fasciste sur le peuple soviétique, soumet les travailleurs à une cruelle exploitation, et impose aux nationalistes non russes, qui représentent presque la moitié de la population soviétique, une oppression et un asservissement plus impitoyables encore. Ce « pays du peuple tout entier », comme ils aiment à le dire, est en réalité une prison pour les peuples des différentes nationalités soviétiques. »

(Extrait des *Cahiers de la Chine Nouvelle*, 7 oct. 1976.)

LES FAITS DU MOIS

SEPTEMBRE 1976

VENDREDI 3. — Journée de grève des agents de conduite de la S.N.C.F.

SAMEDI 4. — L'engin américain Viking II se pose sur la planète Mars.

— La révolte des noirs s'étend en Afrique du Sud. Vorster, chef du gouvernement de Pretoria, rencontre à Zurich le secrétaire d'Etat des U.S.A., Kissinger.

LUNDI 6. — Raymond Barre consulte les organisations syndicales.

— Les partisans de Mgr Makarios l'emportent aux élections législatives de Chypre.

MARDI 7. — Un « Mig 25 » de l'U.R.S.S. atterrit au Japon ; son pilote demande l'asile politique.

JEUDI 9. — Mort de Mao Tse Toung.

VENDREDI 10. — Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, présente un projet constitutionnel plus démocratique.

MARDI 14. — Kissinger en Afrique australe.

LUNDI 20. — Les ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne signent un acte « portant élection d'une Assemblée européenne au suffrage universel ».

— Les élections suédoises font perdre la majorité aux social-démocrates au pouvoir depuis plus de quarante ans.

MERCREDI 22. — Le Conseil des ministres adopte le plan Barre de lutte contre l'inflation, fortement contesté par les organisations syndicales.

— Mort d'Emmanuel Berl, écrivain et journaliste.

— Le Portugal devient le dix-neuvième membre du Conseil de l'Europe.

JEUDI 23. — Elias Sarkis devient officiellement président du Liban.

VENDREDI 4. — En Turquie, mouvements de protestation contre l'arrestation de leaders syndicalistes et contre les juridictions d'exception.

SAMEDI 25. — Kissinger fait accepter par Ian Smith, premier ministre de Rhodésie, le plan anglo-américain pour l'accession au pouvoir, dans ce pays, de la majorité noire.

— En Inde, le président du parti socialiste et de la Fédération des cheminots est inculpé de complot contre l'Etat.

DIMANCHE 26. — A Damas, un petit groupe de Palestiniens s'empare d'un hôtel et retient les clients en otages ; le chef du commando est tué, trois autres sont capturés ; quatre otages ont trouvé la mort.

LUNDI 27. — Les trois survivants du commando palestinien de Damas ont été pendus publiquement.

— A Strasbourg, fin du congrès de Amnesty International pour la défense des droits de l'homme et l'assistance aux prisonniers politiques ; l'U.R.S.S. a refusé le visa de sortie à deux Moscovites qui voulaient se rendre à ce congrès.

— Six chefs d'Etat africains repoussent le plan Kissinger pour la Rhodésie ; ils demandent la tenue, hors de Rhodésie, d'une conférence constitutionnelle.

MARDI 28. — Ouverture à Paris du congrès de l'Alliance Coopérative internationale.

JEUDI 30. — Catastrophe minière à Merlebach en Lorraine : 16 morts.

OCTOBRE 1976

DIMANCHE 3 OCTOBRE. — Elections législatives en Allemagne fédérale : la coalition socialistes-libéraux conserve une faible majorité.

LUNDI 4. — Giscard d'Estaing se rend en Iran.

— Le leader de la gauche libanaise, Joumblatt, est à Paris dans l'éventualité d'une « table ronde ».

MARDI 5. — A l'Assemblée Nationale, débat de politique générale sur le programme Raymond Barre.

— 2.500 morts, 60.000 sans-abri : bilan du cyclone qui a ravagé la ville de La Paz au Mexique.

— En Espagne, un conseiller du royaume est abattu à Saint-Sébastien. L'opposition de gauche condamne l'attentat.

MERCREDI 6. — La direction du groupe sidérurgique de Sacilor décide le lock-out de 2.600 sur 5.000 travailleurs de l'usine d'Hagondange (Moselle).

— Grèves en chaîne au groupe Usinor de Dunkerque.

JEUDI 7. — Journée nationale de grève et de manifestations contre le plan d'austérité ; la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. l'organisent.

— En Thaïlande, prise du pouvoir par les militaires.

LUNDI 11. — Remous au sommet politique de Pékin ; la veuve de Mao et plusieurs dirigeants réputés « de gauche » seraient arrêtés.

MARDI 12. — Journée « noire » à la Bourse de Paris : baisse générale des valeurs françaises.

— François Mitterrand et les responsables « économiques » du parti socialiste affrontent des chefs d'entreprises dans un « forum » organisé par la revue « L'Expansion ».

JEUDI 14. — Les forces syriennes développent leur offensive contre les Palestiniens vers le sud du Liban.

— En Argentine, épreuve de force entre le gouvernement militaire et les grévistes de l'électricité de Buenos Aires.

VENDREDI 15. — Giscard d'Estaing en Pologne.

— A Shanghaï et à Wuhan, des affiches dénoncent le groupe « antiparti ».

SAMEDI 16. — Ouverture de la foire de Canton tandis que, dans les autres villes de Chine, se développe la campagne contre « les comploteurs ».

— « Sommet » arabe en Arabie saoudite.

— Au Portugal, grève illimitée des ouvriers boulangers.

LUNDI 18. — Au « sommet » arabe de Ryad, en présence de Arafat, leader des Palestiniens, est décidé un arrêt des combats au Liban, à partir du 21 octobre.

— Réévaluation du mark.

— Un document, publié par l'hebdomadaire « Le Point », met gravement en cause M. Marcel Dassault, P.-D. G. des avions-Dassault et d'autres sociétés, pour des irrégularités comptables et fiscales.

MARDI 19. — En Chine, la campagne se durcit contre les « traîtres », hier membres de la direction du parti et considérés généralement comme sa fraction « de gauche ».

— Grève des commerçants détaillants en fruits et légumes qui protestent contre le blocage de leurs marges bénéficiaires.

MERCREDI 20. — Giscard d'Estaing à La Réunion.

JEUDI 21. — A Pékin, manifestation de masse pour célébrer « l'écrasement des conspirateurs du groupe anti-parti ».

— Le prix Nobel de littérature est décerné à l'écrivain américain Saül Bellow.

— A Paris, salle de la Mutualité, meeting pour la libération de six emprisonnés politiques, dont deux prisonniers en U.R.S.S. Le P.C.F. participe au meeting.

SAMEDI 23. — L'Agence Tass critique fortement la participation du P.C.F. au meeting de Paris pour la libération de Boukovski et autres victimes de la répression en U.R.S.S. et en Amérique du Sud. Elle qualifie ce meeting de « sale entreprise antisoviétique ».

DIMANCHE 24. — A l'instigation de Jacques Chirac, l'U.D.R. se transforme en « rassemblement populaire ».

LUNDI 25. — Ouverture au Caire d'une Conférence arabe « élargie » sur le Liban.

— Indépendance du Transkei sous l'égide du gouvernement de Pretoria ; le nouvel Etat n'est pas reconnu par la communauté internationale.

MERCREDI 27. — Visite officielle du roi d'Espagne Juan Carlos à Paris.

JEUDI 28. — Ouverture à Genève d'une conférence sur les institutions nouvelles de la Rhodésie.

— Tandis que la livre sterling est à son cours le plus bas, le Comité exécutif du Labour Party condamne la politique économique du gouvernement travailliste de M. Callaghan.

— A Lisbonne, plusieurs milliers de manifestants protestent contre la nouvelle arrestation du Commandant Otelo de Carvalho.

— Pékin rejette les messages de félicitation adressés à Hua-Kuo-Feng par Brejnev et les dirigeants des partis communistes est-européens.

VENDREDI 29. — L'Iran a livré à l'U.R.S.S. le pilote qui s'était réfugié en Iran et avait demandé l'asile aux U.S.A.

— François Mitterrand et une délégation du parti socialiste reviennent d'un voyage de deux jours en Israël.

SAMEDI 30. — Force Ouvrière s'oppose au gouvernement Barre sur la politique contractuelle.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

C.C.P. 734.99 Paris
21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS
Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F.
Autres pays : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE.
Commission paritaire n° 22.071.